

# chemin de traverse

*revue transdisciplinaire d'éducation à l'environnement*



n° 7 – solstice d'été 2008

---

« L'éducation non formelle »





# chemin de traverse



n° 7 – solstice d'été 2008

ISBN : 978-2-9527223-2-2  
dépot légal à parution

maquette & mise en pages Véronique Pitte, Die – Veropit@orange.fr  
photo de couverture Denis Charron, Madagascar, août 2007  
impression sur papier recyclé imprimerie Cayol, Die

*Chemin de Traverse* est une publication de l'association  
Les Amis de Circée

Quartier Saint-Ferréol, 26410 Menglon  
tél. 33 0 (4) 75 21 87 08 - amisdecircee@wanadoo.fr

[www.amisdecircee.fr](http://www.amisdecircee.fr)

*Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs  
et n'engagent pas l'association Les Amis de Circée*

**Directrice de publication**

Renée-Paule Blochet

**Secrétaire de rédaction**

Jacqueline Charron

**Comité de rédaction**

Renée-Paule Blochet

Jacqueline Charron

Kheira Mallion

Jane Martin

**Comité de relecture**

Maryse Clary

Lucie Sauvé

Michela Mayer

**Conseil scientifique et correspondants étrangers**

Gérard Bonhoure

*inspecteur général de l'Éducation nationale de Sciences de la Vie et de la Terre,  
responsable de l'éducation à l'environnement pour un développement durable au niveau français*

Maryse Clary

*maître de conférence honoraire à l'IUFM d'Aix-Marseille,  
spécialiste en éducation à l'environnement pour un développement durable*

Cécile Fortin Debart

*docteur en muséologie et médiation des sciences,  
consultante indépendante, associée à l'équipe de recherche "muséologie et médiation des  
sciences" du Muséum d'histoire naturelle, Paris*

Pierre-Antoine Landel

*maître de conférence à l'Institut de géographie alpine de Grenoble, CERMOSEM*

Michela Mayer

*(Italie) universitaire spécialiste en éducation à l'environnement pour un développement durable,  
présidente de l'Environmental Schools Initiatives, ENSI*

Philippe Meirieu

*professeur des universités,*

*directeur de l'Institut universitaire de formation des maîtres, Lyon*

Thierry Thouvenot

*chargé de mission en développement durable*



Abonnement  
*Chemin de Traversée*  
2 numéros par an

NOM OU RAISON SOCIALE \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

COURRIEL \_\_\_\_\_

adhérent France	20 €
adhérent étranger	25 €
non-adhérent France	25 €
non-adhérent étranger	30 €

règlement par chèque à l'ordre de  
**Les Amis de Circée**  
Quartier Saint-Ferréol, 26410 Menglon



# sommaire

11 édito

## éclairages

17 Éducation formelle et non formelle, une complémentarité

27 Les centres de loisirs, des acteurs éducatifs

## parcours

135 L'éducation populaire à réinventer ! Un "frottement fécond" dans le Diois

41 L'éducation à l'environnement en centre de vacances

47 L'éducation non formelle, un outil de restructuration sociale et professionnelle (expérience auprès d'enfants et d'adultes en pays en grande précarité)

## mouvances & réseaux

59 Les CPIE, un réseau au service de l'éducation à l'environnement

## lectures

71 *La Revanche de Gaïa*, James Lovelock

81 *Le Mal propre*, Michel Serres



# édito

*On observe aujourd'hui, un débordement d'initiatives éducatives en dehors de la sphère scolaire. Ce foisonnement éducatif qui apparaît souvent sous l'appellation d'éducation non formelle suscite des espoirs immenses autant dans les pays à faibles revenus qu'au sein des pays industrialisés.*

*Le concept d'éducation non formelle est né du constat que l'École n'est pas, et loin s'en faut, l'unique lieu d'éducation.*

*En première lecture, on serait tenté d'opposer tout simplement l'éducation non formelle à l'éducation formelle, laquelle est perçue nettement, semble-t-il, comme une désignation savante de la scolarisation classique. En termes d'image mentale, le concept d'éducation non formelle paraît assez clair : est non formel tout ce qui n'est pas formel, c'est-à-dire scolaire, tout en restant organisé et structuré (au-delà, on se retrouve dans l'informel : l'éducation par la famille, la radio ou la télé, par la rue...).*

*La première source d'éducation est donc informelle et reste la sphère familiale, l'entourage, avec, il est vrai, tous les enjeux de "reproduction sociale" que cela implique.*

*L'École vient ensuite, qui exige de l'élève qu'il s'intègre à l'institution scolaire, à travers la maîtrise d'un certain nombre de connaissances de base ; mais elle ne peut transmettre qu'un corpus rationalisé et fait l'impasse sur une grande partie du fond commun culturel, creuset de ces compétences, aptitudes et dispositions nécessaires pour s'adapter à un environnement en mutation constante.*

*C'est là l'espace de vie de l'éducation non formelle, celle qui permet aux jeunes et aux adultes d'acquérir et d'entretenir des compétences spécifiques qu'ils n'ont pu acquérir dans le cadre de l'éducation dite formelle ; à ce titre, elle fait donc partie intégrante de la notion d'éducation permanente.*

*Si l'éducation du jeune, futur citoyen du monde est bien au centre des préoccupations des adultes éducateurs que nous sommes, alors, il n'y a pas d'opposition*

*possible entre ces différents espaces éducatifs, qu'ils soient informels, formels ou non formels. Il est au contraire de notre responsabilité d'adulte et dans un souci de cohérence, de passer de l'opposition de ces mondes parallèles voire clivés à des mondes en lien.*

*L'éducation non formelle, riche de la diversité des cultures et des territoires dans lesquels elle se développe, et par les partenariats qu'elle permet de tisser, est à même de créer ce lien qui fait sens et cohérence.*

*Dans ce nouveau numéro de Chemin de Traverse, nous avons souhaité céder la plume à des acteurs d'expériences diverses ; leurs analyses et témoignages éclaireront ceux qui s'engagent dans et hors l'école sur les pistes à suivre ou les écueils à éviter et ainsi apprendre à travailler ensemble et en complémentarité pour une école de la citoyenneté qui soit une école de la Vie.*

**Renée-Paule Blochet**

présidente de l'association "Les Amis de Circée"





éclairages





## Éducation formelle et non formelle, une complémentarité

Améliorer régulièrement la qualité de la vie pour la génération actuelle et celles qui suivront, d'une façon qui respecte notre patrimoine commun, la planète sur laquelle nous vivons, ne serait-ce pas là l'objectif d'un développement durable ? Les processus de développement non durable agissent fortement sur les ressources naturelles, engendrent profits à un pôle et pauvreté à l'autre, accroissant ainsi l'écart entre le Nord et le Sud. De même, des modes de production et de consommation non durables, notamment dans les pays riches, menacent la fragilité du milieu naturel et intensifient la pauvreté ailleurs.

Le développement durable concerne essentiellement les relations des personnes entre elles et des personnes avec leur environnement. Contrairement à des relations humaines fondées sur l'intérêt personnel qui entretiennent une répartition inéquitable de la richesse, génèrent des conflits et épuisent la planète, des relations qui s'inspirent de paix, de justice, de négociation, aboutissent à plus d'équité, de respect et de compréhension.

La quête du développement durable est multiforme, l'éducation fait partie intégrante de sa stratégie mais ne saurait dépendre d'elle seule. Bien d'autres paramètres sociaux interviennent dans le processus de développement durable tels que la gouvernance, la participation à la vie citoyenne, les formes d'organisation économique, les rapports entre les sexes. Aussi vaudrait-il mieux parler d'apprentissage du développement durable dans la mesure où il ne se limite pas à l'éducation au sens strict. L'apprentissage inclut ce qui se passe dans les systèmes

### Maryse Clary

Maître de conférence honoraire à l'IUFM d'Aix-Marseille, conférencière, spécialiste en éducation à l'environnement pour un développement durable. Elle a publié notamment *Éduquer à l'environnement*, éditions Hachette-Enseignants, Paris, 1994 (avec Pierre Giolitto).

éducatifs mais s'étend aussi à la vie quotidienne, à la maison, à la société, dans les organisations, au sein de la vie associative, sur le lieu de travail.

Par ailleurs, l'EDD s'adresse à tous, quel que soit le stade de la vie où chacun se trouve. Elle se situe donc dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, en engageant tous les espaces possibles de l'apprentissage, qu'il soit formel, non formel ou informel, depuis la petite enfance jusqu'à la vie adulte. Les diverses composantes des systèmes éducatifs et les possibilités d'apprendre en dehors de ces systèmes, bien qu'elles aient des fonctions différentes en matière d'EDD, ont le même objectif : permettre d'adopter des comportements qui favorisent un développement durable au plan personnel et collectif, donner à chacun, jeune et moins jeune, la capacité de prendre des décisions et d'agir en conformité avec sa culture afin de résoudre les problèmes qui menacent notre avenir commun.

### Un partenariat avec la société civile

La définition du développement durable du rapport Brundtland « *un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* » a donné lieu à des interprétations très différentes. Certaines mettent l'accent sur un cadre de type "économie de marché" qui permettrait d'échanger des crédits écologiques, système prévu par les accords de Kyoto. D'autres soulignent la nécessité d'une approche par l'intérêt local, d'autres mettent l'accent sur le suivi et la recherche continue de traités et d'accords internationaux, dans une perspective planétaire. De ces diverses interprétations il ressort que les notions de développement durable sont étroitement associées à différents modèles de développement social et économique. Mais les questions cruciales tournent autour de la question de savoir qui détient les ressources naturelles, les gère et les utilise. L'élément humain apparaît alors central. Ce sont autant les relations sociales et économiques que les relations entre les sociétés et la nature qui vont faciliter ou contrecarrer la progression vers un développement durable.

La société, l'environnement et l'économie sont les trois composantes imbriquées et le plus souvent assimilées au développement durable, composantes elles-mêmes soumises à une évolution constante et à long terme. Ce qui les unit entre elles et au développement durable, c'est la dimension culturelle, c'est-à-dire les manières d'être, d'agir, de croire, de traiter avec autrui, de se comporter, manières qui diffèrent selon le milieu, l'histoire, la tradition. Cette interconnexion à travers la dimension culturelle est une caractéristique du développement durable.

L'EDD s'attache à promouvoir des valeurs : respect de la dignité et des droits humains de toutes les populations sur la Terre, le respect du droit des générations futures, le respect et la protection des écosystèmes de la Terre, le respect de la diversité culturelle. Elle promeut l'engagement en faveur d'une justice sociale, d'une responsabilité intergénérationnelle, d'une culture de la tolérance, de la non violence et de la paix. Si, à elle seule, l'éducation n'est pas en mesure de faire construire toutes ces valeurs, elle n'en demeure pas moins le pilier central de stratégies propres à les

promouvoir. C'est l'éducation qui nous permet en tant qu'individus et en tant que sociétés de nous comprendre et de comprendre les autres ainsi que les liens qui nous unissent à notre environnement.

L'EDD doit, de ce fait, être partie intégrante du processus d'apprentissage qui commence dès l'école maternelle, est formalisé tout au long du cursus scolaire et devient un processus continu tout au long de la vie. Mais l'EDD, parce qu'elle répond à une quête multiforme, ne peut être sous l'exclusive responsabilité des établissements scolaires. Les organisations gouvernementales et non gouvernementales, le secteur économique doivent être partenaires pour promouvoir le développement d'une meilleure information et formation des citoyens à qui on demande de prendre des décisions dont l'impact touchera les générations futures.

Le rôle des communautés locales revêt une importance particulière parce que le mouvement tendant vers le développement durable ne peut aboutir s'il n'est ordonné que "du haut vers le bas". Il doit se matérialiser par une participation active des gens. La détermination des priorités et de l'action à mener se fera évidemment en fonction des besoins locaux. Devenir peu à peu citoyen du monde sans perdre ses racines tout en participant activement à la vie de sa communauté. Comment apprendre à vivre ensemble dans "le village planète" si nous ne sommes pas capables de vivre dans nos communautés naturelles d'appartenance ? Quel terrain d'apprentissage privilégier si ce n'est celui sur lequel on pourra agir au quotidien, à savoir son propre territoire ? Sans la compréhension de son propre territoire et sans la conscience de lui appartenir, il paraît bien illusoire en effet de croire en une capacité d'adhérer à des choix mettant en jeu la planète. Voulons-nous participer à la vie en communauté, c'est la question centrale de la démocratie qui dépend du sens de la responsabilité de chacun, responsabilité individuelle et collective.

On considère souvent le système éducatif comme le seul lieu de l'apprentissage. Or l'apprentissage se fait aussi en dehors du système scolaire par les interactions de la vie quotidienne, en famille, sur le lieu de travail, devant l'ordinateur ou la télévision. S'intéresser au développement urbain et à la qualité de la vie, à la protection de la nature et au développement local, à l'interdépendance des pays, tous ces thèmes n'ont de sens qu'au regard de la capacité à agir concrètement. Ce n'est pas dans l'abstraction que peut se construire la sensibilisation au développement durable mais bel et bien dans la confrontation avec le réel, à travers de multiples activités combinant approches esthétique, ludique, éthique, technique, scientifique et pratique. Les usages et comportements du développement durable, mis en place à l'école, ne se consolideront sous forme de comportements individuels et collectifs qu'au travers de décisions et d'actes quotidiens. Si bien que le développement durable est autant une construction qu'un apprentissage. Le concept de l'apprentissage permanent, c'est considérer l'apprentissage formel, non formel et informel comme un seul processus continu. La rapidité des changements de la société exige un apprentissage formel et un retour à la formation tout au long de la vie.

L'apprentissage non formel désigne l'apprentissage des adultes, le télé-enseignement, la formation des jeunes entre eux, tout ce qui se fait dans le milieu associatif, que

ce soit des associations comme par exemple celles centrées sur l'environnement ou des travailleurs sociaux qui ont en charge des jeunes en dehors du cadre scolaire ou qui ne relèvent plus du cadre scolaire. Les programmes d'éducation non formelle sont souvent les plus proches d'une application pratique et de résultats fonctionnels. Ils traitent souvent de questions d'intérêt local et sont au plus près des personnes qu'ils encadrent.

Quant aux établissements scolaires, écoles, collèges, lycées, ils sont non seulement des lieux d'apprentissage au développement durable mais des lieux où les enfants, les jeunes peuvent mettre en place des pratiques de développement durable en matière d'économie d'énergie, de recyclage, d'utilisation des ressources de la nature, de l'organisation de co-voiturage ou de pédibus. C'est ce qui se fait dans les Agendas 21 scolaires.

Au-delà de l'éducation, le renforcement des valeurs et des pratiques du développement durable doit s'effectuer au sein des organisations sociales, économiques et environnementales afin que le développement durable devienne la base des modes de travail quotidien et du comportement des organisations. Sans cela, une bonne partie des comportements et valeurs acquis lors du passage dans le système éducatif seront perdus dès lors que les personnes entreront dans le monde du travail.

L'éducation en vue du développement durable étant par essence trans-sectorielle, elle engage toutes sortes de partenaires : gouvernement, communauté scientifique, enseignants, ONG, société civile, collectivités territoriales, médias. Le partenariat s'avère indispensable car il oblige à affiner le concept et le champ d'application de l'EDD, s'appuie sur les compétences acquises pour créer une synergie, manifeste la volonté de s'engager et garantit la mise en œuvre.

## L'éducation, une production de la société

Quelle société voulons-nous pour demain ? Quels citoyens ? Quelle organisation sociale ? Autant de questions que se pose l'éducation qui doit constamment s'adapter aux mutations de la société sans négliger de transmettre l'acquis et les fruits de l'expérience humaine, poursuivant ainsi un double objectif : la qualité de l'enseignement et l'équité. Il faut donc partir des données de la vie quotidienne afin d'offrir des opportunités de comprendre les phénomènes naturels comme d'accéder à différentes formes de sociabilité pour donner à chaque être humain les moyens de saisir toutes ses chances.

Les jeunes doivent être de plus en plus préparés à faire face à l'insécurité, à structurer des situations mal définies, à accepter et à rechercher les responsabilités, à cerner les problèmes. Cette nécessité découle des profondes mutations que connaissent nos sociétés. La vie est devenue de plus en plus complexe sur le plan professionnel, public et privé. Compte tenu de cette complexité croissante, plus que jamais, les jeunes doivent être prêts à prendre des initiatives, à réfléchir par eux-mêmes et à arrêter des décisions, à rechercher et à accepter des responsabilités.

Pourtant, si l'avenir apparaît de plus en plus problématique, il n'est pas pour autant question de retourner au passé. Une éducation générale qui favorise le développement d'une citoyenneté informée et engagée, et non d'un public passif, est la base d'un développement durable. Il ne peut y avoir développement social et culturel ni croissance économique viable sans la participation active de tous les citoyens. De ce fait, le type de connaissances nécessaires pour résoudre efficacement les problèmes du monde d'aujourd'hui doit être basé sur une approche fonctionnelle.

L'imbrication de l'éducation à l'environnement et au développement réunit les conditions d'un projet de société reposant sur plus de solidarité, de tolérance, d'autonomie, de responsabilité. L'éducation joue un rôle essentiel dans le développement des personnes et des sociétés, dans un contexte de plus en plus marqué par l'interdépendance croissante entre les peuples et par le globalisation des problèmes. Les jeunes ont besoin de savoir qu'ils peuvent mener dans la société une action digne d'intérêt, qu'ils peuvent influencer sur la réalité, sur le monde où ils vivent.

L'éducation devient de plus en plus l'affaire de tous. Intégrant délibérément l'informel au formel, l'éducation correspond à une production constante de la société qui est toute entière responsable et se reconstitue à travers elle. Il s'agit donc d'animer des actions de partenariat en aidant à la constitution de réseaux appuyés par les initiatives de base des ONG. Plus que jamais, le transfert et le partage des connaissances, la confrontation des idées, la constitution de réseaux d'innovation, la diffusion d'informations et d'expériences réussies, apparaissent comme des activités indispensables à l'édification d'un monde plus solidaire et pacifique.

La perspective du développement humain conduit à dépasser toute conception de l'éducation qui serait étroitement utilitaire. L'éducation ne s'adresse pas à l'être humain en tant qu'agent économique mais en tant que finalité du développement. *« Épanouir les talents et les aptitudes que chaque personne porte en elle répond à la fois à sa mission profondément humaniste, à l'exigence d'équité qui doit guider toute politique éducative et aux véritables besoins d'un développement endogène respectueux de l'environnement social et naturel ainsi que de la diversité des traditions et des cultures »* (UNESCO, rapport sur l'éducation).

De ce fait, la formation permanente, au lieu d'être une simple adaptation à l'emploi, doit s'inscrire dans une perspective plus large d'une éducation tout au long de la vie, condition d'un développement harmonieux et continu de la personne. L'éducation tout au long de la vie est une construction continue de la personne humaine, de ses connaissances, de ses compétences mais aussi de sa faculté de jugement, de sa capacité à agir. Apprendre à naviguer dans la connaissance dans un monde où la technologie nous permet d'avoir accès à un nombre toujours plus grand de connaissances et en perpétuelle évolution, saisir toutes les occasions d'enrichir les premiers acquis, s'adapter à un monde changeant. Il ne s'agit plus seulement d'apprendre à apprendre, mais d'apprendre à chercher et à relier entre elles les informations, tout en faisant preuve d'esprit critique. L'enseignant ne peut plus être considéré comme seul détenteur d'un savoir à transmettre mais devient le partenaire d'un savoir collectif qu'il lui revient d'organiser. Compte tenu de la masse

considérable d'informations qui circulent sur les réseaux, apprendre à naviguer dans la connaissance devient un préalable au savoir lui-même.

Pour que l'éducation puisse répondre à l'ensemble de ses missions, le rapport de l'UNESCO sur l'éducation préconise que l'éducation s'organise autour de quatre apprentissages fondamentaux : « *apprendre à connaître, c'est-à-dire acquérir les instruments de la compréhension ; apprendre à faire, pour pouvoir agir sur son environnement ; apprendre à vivre ensemble, afin de participer et de coopérer avec les autres à toutes les activités humaines ; enfin, apprendre à être, cheminement essentiel qui participe des trois précédents* » (UNESCO, rapport sur l'éducation). Dans l'ensemble, l'enseignement formel s'oriente essentiellement vers l'apprendre à connaître et, dans une moindre mesure vers l'apprendre à faire. Les deux autres apprentissages sont le plus souvent liés au non formel et à l'informel. Ces quatre piliers de l'éducation ne peuvent et ne doivent s'ancrer uniquement à un moment de la vie ou dans un lieu unique. L'éducation est un tout, l'acte éducatif est global.

L'éducation en vue d'un développement durable doit s'enraciner dans la dimension locale, en partant des réalités quotidiennes et en y aboutissant, tout en reflétant le cadre mondial dans lequel s'inscrivent ces réalités. Les établissements scolaires, les diverses institutions et les associations locales sont des lieux où l'on peut expérimenter et apprendre les pratiques du développement durable en matière, par exemple, de l'utilisation de l'énergie ou de l'eau ou du recyclage, mais aussi où l'on peut construire les valeurs et développer les attitudes exigées par le développement durable ; il est alors possible de comprendre que tout acte affecte les autres personnes, l'environnement, de comprendre pourquoi on doit respecter les besoins des autres tout en satisfaisant les siens, pourquoi on doit respecter la nature sous peine de détruire le milieu sur lequel on vit et dont nous faisons partie intégrante si bien qu'en le détruisant, nous nous détruisons nous-mêmes.

## Un engagement dans l'action

La perspective du développement humain conduit à dépasser toute conception de l'éducation qui serait étroitement utilitaire. L'éducation ne sert pas seulement à pourvoir le monde économique en qualifications : elle ne s'adresse pas à l'être humain en tant qu'agent économique mais en tant que finalité du développement. La réorientation de l'éducation toute entière dans le sens de la viabilité concerne tous les niveaux d'éducation formelle et non formelle. Un des postulats de l'éducation pour un avenir viable est qu'à l'instar de la globalité et de l'interdépendance qui caractérise la vie sous toutes ses formes, il doit y avoir une unicité et une globalité caractéristiques des efforts déployés pour la comprendre et assurer sa continuation. Investigation et action doivent avoir un caractère interdisciplinaire.

Dans ce contexte, il est évident qu'éducation formelle et éducation non formelle jouent des rôles complémentaires. L'EDD suscite actuellement chez ses différents acteurs, un besoin profond de communiquer entre eux pour nourrir leur propre projet de l'expérience des autres, pour situer leur action dans un contexte plus vaste

(régional, national, planétaire), pour bénéficier du soutien né d'une proximité de valeurs, de conviction, d'implication, d'actions. Les ONG peuvent jouer un rôle décisif en aidant les communautés à assumer leurs responsabilités sociales. Elles peuvent très utilement contribuer à la sensibilisation et à l'efficacité et promouvoir la participation de tous les membres de la communauté.

La complexité du processus éducatif suppose de disposer sur le terrain d'acteurs capables de faciliter la relation entre le public et les composantes du territoire, de médiateurs : médiation nécessaire pour tenter de faire évoluer les liens qui unissent les personnes à leurs territoires et, pour cela, développer des problématiques liées à un développement local respectueux de la nature. S'inscrire dans une perspective de développement local, tout en aspirant à une gestion respectueuse de l'environnement, suppose de repérer des moyens innovants, d'imaginer au quotidien des traductions concrètes du développement durable, à l'échelle de son territoire. Associer tous les acteurs locaux, ressources de l'action pédagogique c'est considérer le territoire comme sujet d'étude pour une stratégie pédagogique qui vise à appréhender la complexité de la gestion territoriale et à s'exercer aux méthodologies du développement local.

Je citerai l'exemple d'un projet de développement local en direction des jeunes dont j'ai participé à la mise en place. Dans une petite ville en crise, les partenaires – associations, enseignants, municipalité – ont travaillé ensemble dans le cadre d'un contrat de ville. Préalablement, ils s'étaient mis d'accord sur un certain nombre d'objectifs :

- Amener les enfants, les jeunes à s'approprier la mémoire de leur ville et le territoire, participer à un changement d'image de leur cité et être acteur dans le changement économique, s'investir dans le projet (travail sur le terrain pendant la période scolaire, chantiers pendant les vacances, etc.) pour une meilleure maîtrise de leur avenir ;
- Amener les adultes à prendre conscience des potentialités du territoire et à les valoriser, définir un plan de développement local en fonction des besoins de la cité, participer à sa mise en œuvre et avoir, de l'avenir, une vision positive en vue de l'exercice d'une citoyenneté active ;
- Amener les enseignants et les acteurs sociaux à partir des centres d'intérêts des différents publics ou les faire émerger, leur faire connaître des métiers divers, les faire participer afin de leur permettre de trouver une orientation. Travailler en interdisciplinarité et en partenariat, mettre en œuvre des méthodes de résolution de problème pour une meilleure formation des jeunes et une meilleure insertion dans le tissu économique et social dans le cadre d'une démarche participative.

Il s'agissait de créer des cheminements s'appuyant sur le patrimoine historique, agricole, industriel, naturel, urbain pour une valorisation du patrimoine local et de créer des jardins familiaux et des jardins de la solidarité. Le but était de valoriser le territoire tout en veillant à sa protection en faisant participer les jeunes à l'effort de développement local.

S'est alors fait sentir le besoin pour tous les partenaires de participer à une formation commune à la fois sur la question du projet et sur l'enfant, le jeune, l'adulte

comme acteurs du projet ; le principe d'une formation conjointe a ainsi été mis en avant. La municipalité a retenu ce projet comme porteur pour l'avenir, ce qui a été un point fondamental. Sinon comment poursuivre un projet d'insertion des jeunes et adultes par le développement local si la municipalité, de son côté, ne développait pas une politique analogue ? Le partenariat s'est élargi aux institutions régionales et a débouché sur une convention thématique du Contrat de Ville. De fait, le projet s'est enrichi et l'engagement s'est fait sur la lutte contre l'exclusion sociale (pôle d'insertion environnement, création d'un pôle Cité Nature).

Ce plan était un plan viable parce qu'il mettait en relation les trois pôles – économie, société et environnement – bases du développement local. Il a abouti à la mise en place d'un comité de concertation afin d'impliquer la population et d'un comité d'étude afin de rechercher des innovations en matière d'insertion sociale et professionnelle et de qualité écologique.

Comment se donner les moyens et les structures pour se lancer dans une politique de projets ? Qui seront les porteurs de projets ? Comment solliciter et intégrer la population en difficulté ? Comment les jeunes peuvent-ils être vecteurs de communication envers toute la population ? Autant de questions que doivent se poser les différents partenaires. Le projet doit permettre de mixer les publics, jeunes et adultes. Ce doit être un projet global et non une juxtaposition de politiques sectorielles, ce qui nécessite un accompagnement des publics sur une base de durée et une continuité, un suivi. Il est bien évident que, dans ce cas, éducation formelle et non formelle sont complémentaires

Cet exemple nous montre qu'il ne suffit pas de renforcer l'apprentissage de quelques disciplines mais qu'il faut se poser des objectifs, mettre en place des processus d'apprentissage selon des modalités formelles et non formelles si l'on veut rendre les personnes suffisamment autonomes pour qu'elles-mêmes prennent les décisions qui engagent leur responsabilité dans la création d'un avenir viable.

## En conclusion

L'EDD est une vision nouvelle de l'éducation : c'est « *un concept dynamique qui repose sur une vision nouvelle de l'éducation capable de rendre les individus de tout âge suffisamment responsables pour pouvoir assumer par eux-mêmes l'édification d'un avenir viable et agréable* » (UNESCO). L'objectif de l'EDD est de donner aux citoyens les capacités d'œuvrer pour améliorer leur environnement et les rapports sociaux. Elle se veut être une vision de l'éducation qui cherche l'équilibre entre le bien de l'homme et de l'économie d'une part, les traditions culturelles et le respect des ressources de la planète d'autre part.

Pour réorienter l'éducation dans la perspective de la viabilité, il faut prendre conscience que les cloisons et les catégories traditionnelles ne peuvent plus demeurer isolées les unes des autres et qu'il faut agir de plus en plus à l'interface des disciplines afin d'appréhender la complexité des problèmes du monde d'aujourd'hui.

Cela est vrai à l'intérieur même du domaine de l'éducation où l'interdisciplinarité gagne lentement du terrain, et entre les sphères de l'éducation, du travail et des loisirs, dans la mesure où le concept d'éducation tout au long de la vie apparaît comme l'une des clés du développement du processus éducatif.

Pour aller dans le sens du développement durable, il faut que l'éducation non seulement se poursuive tout au long de la vie mais qu'elle soit aussi multiforme que la vie elle-même, qu'elle soit au service de tous, qu'elle mette à profit tous les domaines de la connaissance, savoirs académiques mais aussi savoirs de terrain, savoirs traditionnels et qu'elle s'efforce d'intégrer l'apprentissage dans toutes les activités principales de la vie.





## Les centres de loisirs, des acteurs éducatifs

### Les centres de loisirs face aux enjeux de développement durable

Les centres de loisirs, appelés aujourd'hui structures d'accueil de mineurs – écoles, collèges lycées, familles – constituent des communautés éducatives sur les territoires ; toute pratique d'éducation à l'environnement se doit de rechercher une cohérence autour de valeurs partagées entre les différents acteurs dans une constante recherche de complémentarité éducative.

Les centres de loisirs ne sont pas des produits hors sol ; éléments du corps social, du paysage urbain, ils sont aussi consommateurs d'espaces parfois sources de nuisance ou de pollution ; usagers de l'espace public, ils génèrent aussi un certain nombre de désagréments et doivent s'inscrire en tant que tels dans toute démarche, dans un projet de développement durable. Les choix qu'ils opèrent dans leur quotidien, dans leur développement ne sont pas neutres, bien au contraire, ils s'inscrivent dans une dynamique volontaire d'aménagement du territoire autour d'orientations portées par le projet politique ou éducatif de la structure.

Les centres de loisirs constituent aussi des tranches de vie pour le public accueilli. La vie quotidienne, les temps forts autour des repas ou des accueils sont autant d'axes éducatifs importants ; cette réalité rend favorable l'intégration de l'éducation à l'environnement et au développement durable dans de nombreux temps et gestes de tous les jours, dans une construction collective de compétences et d'attitudes.

### Jean-Yves L'Helgouach

délégué national JPA.

La Jeunesse au Plein Air est une confédération laïque d'organisations qui partagent les mêmes valeurs et les mêmes convictions.

Mouvement d'éducation populaire, elle agit pour un projet de transformation sociale fondé sur des valeurs de laïcité, de solidarité et de citoyenneté.

Enfin le centre de loisirs possède une grande souplesse de fonctionnement et d'organisation, une liberté de choix sans programme préétabli favorisant ainsi les dynamiques de projets dans le champ de l'éducation à l'environnement ; ainsi, les projets s'appuyant sur des intérêts, des enjeux identifiés et partagés par les enfants, peuvent déboucher sur des actions concrètes, des propositions responsables, ils permettent d'approfondir certains contenus et de vivre par là même, une réelle démarche de construction de connaissances et de compétences, une véritable prise de conscience citoyenne.

## Les Centres de Loisirs et les Agendas 21

Au sein des Agendas 21, bon nombre des thématiques sociales économiques et environnementales peuvent être investies par les structures d'accueil de mineurs via des actions éducatives potentielles (cette liste est non exhaustive).

- Les Structures d'accueil de mineurs : recherche de l'empreinte écologique des structures
- Le transport collectif : le covoiturage des animateurs – les choix sur les véhicules collectifs – le transport collectif
- La santé : la prise en compte des pratiques des jeunes et la politique éducative de prévention sur les accueils de jeunes
- La santé et l'alimentation : l'approvisionnement local – le choix de produits bios ou de terroir – les goûters
- Le tri : dynamique de tri sélectif – réflexion sur des consommations raisonnées de bien de consommation – la lutte anti-gaspillage
- L'énergie : les choix énergétiques – les choix de matériaux dans les rénovations de structures – la gestion des énergies sur les structures – les pratiques d'économies d'énergies
- L'eau : la gestion de l'eau potable – les stratégies de recherche d'économie – les pratiques écologiques
- la gestion des déchets : consommateur et producteur de déchets : quelles pratiques sur la gestion des emballages, du tri sélectif...
- La gestion des biens de consommations sur des territoires : les liens avec les autres structures du cadre de vie – les centrales ou regroupements d'achats – les mutualisations des besoins entre structures...
- Les déplacements collectifs d'enfants en ville : les choix alternatifs – les propositions aux instances consultatives – les pédibus et déplacements groupés...
- Le tourisme solidaire : sa prise en compte dans la conception et le quotidien des séjours à l'étranger et sur le territoire français
- La solidarité sur les territoires : le lien intergénérationnel – les chantiers de jeunes – les liens entre les structures sur le territoire urbain
- Les Activités de découverte de l'environnement urbain : la pratique des activités de découverte de l'environnement urbain
- L'éducation au développement du territoire : les actions éducatives centrées sur des données ou problématiques locales – les déplacements urbains...
- L'aménagement du quartier de la ville : Construire et communiquer des propositions d'aménagement d'espaces collectifs et de territoires d'activités ou investis par les enfants et les jeunes

- La démocratie participative : construire, valoriser et promouvoir une parole d'enfants, de jeunes fréquentant les centres de loisirs – participation effective aux instances de concertation et de dialogue à l'échelle du quartier, de la ville, de la communauté urbaine – partage de savoir-faire, de compétences et de pratiques citoyennes entre les structures dans une agglomération – porter les problématiques d'éducation à l'environnement et au développement durable au sein des dispositifs éducatifs territoriaux – les Contrats Éducatifs Locaux...

### **Construire une parole collective en centre de loisirs : un outil et un atout pour toute démarche citoyenne**

Partant du postulat que l'exercice de la citoyenneté s'inscrit dans une dynamique contradictoire, tout groupe social constitué peut et doit participer au débat démocratique sur le devenir de sa cité. Les centres de loisirs, dans l'espace et sur les temps qu'ils occupent, restent des usagers de l'espace public et à ce titre, ils sont aussi des acteurs potentiels de changement.

Les contraintes, les spécificités et caractéristiques de son milieu de vie, dans les déplacements, dans l'expression de ses modes de vie au quotidien, sont des éléments que tout un chacun doit prendre en compte dans un débat sur les enjeux de société.

Mesurer, connaître et maîtriser son empreinte écologique, développer des démarches diagnostiques de son environnement immédiat restent des données majeures du débat participatif sur les enjeux de développement durable.

Construire une parole collective citoyenne en centre de loisirs doit rester un élément fédérateur du projet pédagogique de la structure qui doit s'articuler autour de quatre grands domaines d'objectifs :

- Prendre en compte les contraintes, les spécificités et caractéristiques d'un milieu de vie
- S'interroger sur les effets de son activité sur son environnement
- Porter un regard critique sur son propre fonctionnement
- Initier et construire des propositions d'aménagement de fonctionnement raisonnées

Il ne s'agit plus simplement de souhaiter, de solliciter voire de réclamer, il ne s'agit pas non plus de se cantonner dans une logique d'opposition systématique, il s'agit bien au contraire de s'inscrire dans une construction collective au sein d'une équipe éducative d'animateurs.

Un aménagement de rue, le choix du mobilier urbain, de ses emplacements ou de ses spécificités, la gestion de jardins ou d'espaces naturels sont autant de thématiques qui peuvent faire l'objet d'échanges, de réflexion et de propositions à l'occasion de réunions d'enfants dont la structuration reste large : réunion de délégués, petits groupes de paroles, assemblée générale.

Ces temps de communication avec le public sont également des occasions de valoriser les actions d'éducation à l'environnement menées sur les structures.

En la matière, il faut se garder de toute forme de démagogie, incompatible avec une démarche pédagogique sensée. Valoriser une parole d'enfant, c'est avant tout la reconnaître ; toute équipe éducative, dans ce débat participatif, se doit de respecter cette dimension éducative ; il ne s'agit pas de promettre à tout vent mais bien de porter au débat collectif des réflexions et propositions raisonnées et responsables, dont tout un chacun, de sa place, pourra mesurer les effets.

### Eléments de conclusion

Pour répondre à ces enjeux éducatifs, éducateurs, élus, parents, chacun de sa place, doit pouvoir faciliter ce débat en créant des espaces de communication, en respectant fondamentalement le statut de l'enfant. Il ne s'agit pas de multiplier les espaces d'expression mais de s'engager dans l'exercice de la démocratie participative par un processus dynamique, afin de construire et de respecter une proposition, celle d'un enfant, d'un mineur en lui donnant, dans ce débat républicain et universel, le statut et le rôle qui est le sien, sans démagogie. C'est une garantie du droit et du respect de chacun.

[www.jp.a.asso.fr](http://www.jp.a.asso.fr)







parcours





## L'Éducation populaire à réinventer ! Un "frottement fécond" dans le Diois

L'Éducation populaire est morte. Elle a été supplantée par le loisir consumériste. Aujourd'hui, l'Éducation populaire vend du loisir. L'Éducation populaire ne sert plus à rien, elle n'a plus de projet !

S'il est vrai qu'après guerre les enjeux étaient forts, visibles, évidents : il fallait reconstruire le pays, permettre à chacun d'accéder à l'éducation, à la culture ; aujourd'hui, quel pourrait bien être le rôle de l'Éducation populaire ?

Dans les années 70 et 80, avec la professionnalisation, les premiers diplômés professionnels, les subventions versées aux associations d'Éducation populaire, les acteurs (presque toujours associatifs) de l'Éducation populaire ont touché du doigt de nouvelles logiques : celles des postes à gérer ! Les militants de l'Éducation populaire ont commencé à devenir des gestionnaires d'activités qui devaient être "rentables"... les objectifs d'éducation partagée, de développement personnel et collectif ont laissé la place à des objectifs de gestion tout en gardant les envies, les valeurs fondatrices... mais le grand écart ne peut durer éternellement.

La société a changé aussi, société de communication, société numérique, société de l'Internet, de l'immédiat, de "l'avoir" plutôt que de "l'être ensemble".

En quarante ans, tous les repères se sont mis à vaciller. Quand, après guerre, ça avait du sens d'envoyer les enfants en colo – pour des raisons sanitaires mais aussi d'accès aux vacances... Quand, après guerre, l'accès aux

**Alain Cantarutti** travaille depuis vingt ans dans l'Éducation populaire et le développement social local. Directeur du Centre social du Diois, dans la Drôme, depuis 2001, il développe des outils de participation et de mobilisation des habitants, convaincu que l'Éducation populaire doit se transformer pour répondre aux enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle. Ce centre social expérimente des méthodes participatives nouvelles où la parole des habitants est centrale et où le projet du territoire est fédérateur.

loisirs pour tous, l'accès à la culture pour tous, mobilisait les militants et que seuls les citoyens pouvaient s'engager aux côtés de l'État Providence... Aujourd'hui, ce sont des techniciens de l'Éducation populaire qui proposent des produits de vacances, de loisirs, ce sont des agents de développement (des experts, des techniciens) qui secondent les élus pour qu'ils définissent les politiques publiques dont les citoyens ont besoin.

De même, l'État Providence a disparu, remplacé par des myriades de niveaux (Communes, Intercommunalités, Pays (lois Voynet notamment), Départements, Régions, l'État (il en reste un peu surtout dans des missions régaliennes) et l'Europe. Tout le monde s'y perd, tout le monde recherche une légitimité. Et le citoyen, lui, est devenu consommateur, un peu perdu, désabusé. S'il rejette qu'on conduise sa vie à sa place, il espère à chaque fois (c'est plus fort que lui) qu'on lui présente un sauveur !

L'Éducation populaire dans tout ça, comment croire qu'elle pouvait échapper à ces turbulences ?

### **L'Éducation populaire en recherche de repères.**

Plusieurs cas de figures sont possibles. On voit, encore aujourd'hui, des associations proposer des activités socioculturelles sous couvert de valeurs d'Éducation populaire... Rien n'a changé, il s'agit toujours de proposer des espaces de rencontres, éducatifs où petits et grands vont s'épanouir ensemble et devenir des citoyens actifs et responsables ! Seulement voilà, ces activités qui ont un coût relativement élevé (car il faut payer à la fois les salaires des permanents ainsi que ceux des intervenants) ne touchent que des familles ayant un minimum de moyens financiers. Les objectifs de l'Éducation populaire qui sont souvent de permettre l'accès à la culture pour tous sont donc difficiles à atteindre dans ces conditions.

Dans les années 70, on a vu fleurir bon nombre d'associations d'Éducation populaire impliquées dans les quartiers qu'on appelle aujourd'hui "sensibles" ! Ces associations ont mené des actions sociales d'alphabétisation, d'accompagnement scolaire, de loisirs éducatifs et de prévention de la délinquance. Seulement voilà, il est difficile de développer des actions claires lorsqu'on est ballotté entre des commandes de paix sociale et une envie de développement de la citoyenneté !

Depuis 20 ans, on voit émerger de nouveaux types associations, d'expériences collectives qui se revendiquent de l'Éducation populaire (ATTAC en est un exemple très connu et significatif). Ces "mouvements" agissent pour changer le monde, pour donner du pouvoir aux citoyens... souvent des contre-pouvoirs de pression ! La mobilisation est souvent forte (chez les militants conscientisés) et c'est logique, puisque l'enjeu est fort : changer de rapport avec le politique ! Mais le système politique n'a que peu évolué... alors les citoyens regardent ça souvent de loin... ne se sentent pas concernés, en tous cas, pas dans leurs vies quotidiennes !

Alors, tout est-il perdu aujourd'hui pour l'Éducation populaire ? Est-elle perdue, condamnée à subir ces changements de société sans pouvoir influencer sur son destin ? Certainement pas ! Mais il est obligatoire de changer de regard, de changer de lunettes !

Je vais vous proposer quelques pistes de réflexion à travers une pratique quotidienne dans un petit territoire de 10 800 habitants à l'est de la Drôme : le Diois.

## Se repositionner

Je travaille comme directeur-agent de développement social dans un Centre social associatif dont le slogan est : « *une association pour bien vivre ensemble dans le Diois* ». Tout un programme !

Nous avons en fait deux visées : la première est de renforcer le lien social et de créer des solidarités quotidiennes entre habitants, la seconde est de permettre aux habitants de participer à l'élaboration de politiques concertées sur le territoire, leur donner le pouvoir d'agir. On parle ici de participation, de démocratie locale, de démocratie participative, de société civile agissante.

Pourquoi un tel projet ? À quoi servent le lien social et la démocratie locale ?

Au moment où le débat public est centré sur le pouvoir d'achat... essayons de regarder ce qui nous rend heureux dans nos vies quotidiennes. Est-ce la belle voiture qu'on s'est achetée ? Est-ce le nouvel aspirateur qui aspire plus fort et plus vite ? Je ne crois pas. Ce qui nous rend heureux est certainement plus humain : être bien avec soi-même, avoir le sentiment profond de servir à quelque chose et d'être utile ! S'il est important de pouvoir vivre dignement (avoir un toit, de quoi manger...), c'est la qualité de "l'être" qui donne du sens à nos vies ! Être soi, être ensemble, être utile.

Le besoin "d'avoir" éveille les peurs, engendre les luttes !

L'envie "d'être" nous ouvre aux autres, nous enrichit des autres !

Alors, c'est sur ces fondements que notre action d'Éducation populaire repose. Tous ces moments où des personnes peuvent se rencontrer, échanger, débattre, construire ensemble sont autant d'espaces de liens, d'enrichissements individuels et collectifs. Tous ces moments où l'on peut débattre, proposer, travailler avec des élus, pour des projets d'intérêts collectifs ou communs sont autant d'espaces de reconnaissance, de citoyenneté !

## Redonner du sens

Notre association a mis l'accueil au cœur de son projet. Il ne s'agit pas d'un lieu d'accueil mais d'une posture, celle qui permet d'accueillir l'autre, de le reconnaître comme une personne avec des idées, des envies, des ressources.

Nous sommes tous des ressources pour nos territoires et c'est cette posture qui permet de sortir de l'assistanat, de l'assistanciel. Nombre de personnes qui viennent au Centre Social ou que l'on croise témoignent que pour une fois, elles ne se sont pas senties jugées, stigmatisées comme Rmistes, SDF, avec un handicap social à résoudre... Elles disent avoir été reconnues comme des personnes désireuses d'être utiles et agissantes sur leur territoire.

Il peut s'agir d'une personne qui pourra replanter quelques fleurs cueillies dans la montagne sur notre terrasse ou d'une autre qui souhaitera s'engager dans un collectif de parents agissant pour des problèmes de garde sur leur canton.

Après l'accueil, il y a l'accompagnement de projets collectifs. Nous accompagnons effectivement des projets collectifs de toutes sortes : l'organisation d'un repas de quartier, d'un carnaval pour les enfants, d'une cantine scolaire parentale, d'une halte-garderie, d'une manifestation culturelle, d'un réseau de cinéma chez l'habitant, d'un réseau de familles d'accueils pour des adolescents, d'un lieu de rencontre pour les familles, d'une Université Populaire où les citoyens échangent des compétences... avec quelques idées forces : donner des outils, des méthodes pour que les habitants puissent agir et arrêter, une fois pour toutes, d'agir "pour" eux !

Il s'agit donc de créer des espaces, des conditions pour débattre, échanger des idées, des envies ou des difficultés rencontrées dans la vie quotidienne et ainsi permettre, à chaque fois que cela est possible, de créer un collectif pour agir ensemble. Le processus est simple : lorsqu'une personne nous dit qu'elle a une envie ou une difficulté, nous lui demandons si elle connaît d'autres personnes dans le même cas – et, si oui, si elle veut les contacter pour échanger à ce sujet. C'est de cette manière que des haltes-garderies parentales ont ouvert sur le territoire.

Mais, si le processus paraît simple, les acteurs de l'accompagnement de projets doivent être outillés ! Les réunions doivent être réellement actives et participatives : notre métier est donc de proposer des outils pour que chacun s'exprime, pour que le groupe invente et soit créatif ! Ne plus mettre des personnes autour d'une table et espérer qu'un processus collectif fécond se mette en place comme par miracle ! Mais au contraire, inventer des méthodes créatives et dynamiques où chacun parlera, où les idées de tous seront prises en compte, où chacun pourra agir sur le processus collectif (théâtre forum, travail en petits groupes, brainstormings, philips 6 X 6,...).

Nous nous devons d'être irréprochables sur le contenant pour que le contenu puisse être fécond et mobilisateur ! Le collectif doit cesser d'être une vieille idée poussièreuse !!! L'Éducation populaire doit être stimulante et joyeuse !

### **La troisième mission est l'animation territoriale**

Il s'agit ici de saisir toutes les opportunités pour que des habitants et des élus puissent échanger, débattre, réfléchir et construire ensemble des politiques locales. Pour cela, nous proposons d'animer ou d'accompagner des espaces divers : assises de

la vie associative, commissions extra municipales, Conseil Local de Développement, assises du sport, journée de l'Economie Sociale et Solidaire, diagnostic partagé entre élu et habitants sur des problèmes de garde d'enfants...

Nous accompagnons également le travail en réseau : réseau des acteurs sociaux, réseau des acteurs culturels, réseau "Prévention du suicide", réseau des acteurs de l'enfance, ...

L'idée est de saisir toutes les occasions qui permettent à des acteurs associatifs, économiques et politiques de se rencontrer, d'apprendre à se connaître (et de se reconnaître comme des acteurs du territoire) et de proposer, une fois de plus, un contenant de qualité pour que le contenu puisse être fécond. Les élus ont souvent des craintes à rencontrer des habitants : peur de subir des pressions, peur d'être remis en cause, peur d'être impuissants face aux doléances et réclamations. Les habitants sont souvent dans des attentes fortes face aux élus et se positionnent dans la revendication... Notre rôle est de créer des espaces et des conditions qui vont favoriser le construire ensemble et la coopération, permettre de dépasser la crainte des conflits d'intérêts particuliers pour aller vers l'intérêt collectif voire commun (ou général).

Nous proposons donc aux uns et aux autres de négocier des règles de débat et des règles de travail concerté pour aider à la définition des rôles, des places de chacun... et nous garantissons ensuite le respect de ces règles dans les processus de débat ou de travail concerté. La confiance et la coopération peuvent ainsi s'instaurer, et permettre l'émergence de projets collectifs d'intérêt territorial. Les élus peuvent alors mettre en place des politiques locales avec "l'expertise" des citoyens. Les citoyens peuvent ainsi débattre, exposer des idées et participer activement à la vitalité de leur territoire. Lorsque  $1 + 1 = 3$  !

### "Avec" plutôt que "pour"

39

Alors, exit l'organisation des activités macramé pour les associations d'Éducation populaire ?

Oui, sauf si plusieurs habitants ont envie de faire du macramé et qu'on les accompagne simplement à s'organiser pour pratiquer leur loisir... l'envie d'agir peut commencer par là !

En revanche, quel sens cela a-t-il d'organiser des activités "pour" les gens ? Le sens arrive dès qu'on organise "avec", ou, encore mieux, dès qu'on invite et accompagne les gens à s'organiser "eux-mêmes".

Le rôle de l'Éducation populaire n'est-il pas aujourd'hui d'organiser le "frottement" ?

- frottement entre les habitants, pour qu'ils se parlent, se rencontrent, s'enrichissent les uns les autres, agissent ensemble !
- frottement entre les habitants et les élus pour qu'ils débattent, agissent ensemble pour élaborer des politiques locales !

- frottement entre les partenaires d'un territoire pour qu'ils apprennent à se connaître et à agir ensemble dans un intérêt territorial plutôt qu'institutionnel !

Les acteurs (militants bénévoles et professionnels) de l'Éducation populaire doivent aujourd'hui se repositionner : arrêter de faire "pour", mais donner des espaces, des méthodes, des outils pour que les citoyens puissent agir de façon féconde et joyeuse sur leurs territoires ! Être heureux n'est-ce pas se sentir reconnu, en lien, et agissant pour son territoire ? Je crois que si ! Ou plus exactement, je VOIS que si !

Il reste à inventer de nouvelles relations entre les professionnels de l'Éducation populaire et les militants associatifs (les administrateurs des associations tout particulièrement), à redéfinir les rôles, des champs d'intervention complémentaires...

Les professionnels vont devoir apprendre à se repositionner en appui à leurs administrateurs. Le risque est fort de voir des professionnels garants du sens, au centre des projets ; alors que leur métier devrait les positionner à la périphérie, en donneurs d'outils et d'espaces de débats et de décisions ! La mutation doit se poursuivre !

[escdd.alain@aliceadsl.fr](mailto:escdd.alain@aliceadsl.fr)



## L'éducation à l'environnement en centre de vacances

*« La Cézille\*, un lieu pour aider vos enfants à grandir »*

Le centre de vacances se déroule dans un environnement naturel. L'équipe pédagogique organise son projet pédagogique en lien étroit avec le lieu d'implantation, les activités sont conçues en lien étroit avec les possibilités que nous offre ce milieu. Le séjour n'a pas de thématique, pas de programmation. C'est un centre de vacances très généraliste dont le but principal est l'organisation des vacances des enfants et des jeunes durant trois semaines.

La spécificité des missions qui sont confiées à l'équipe pédagogique, à savoir la prise en charge du public enfant et jeune dans toutes les dimensions éducatives, lui confère à la fois une importante responsabilité et une grande liberté dans ce qui peut être fait. Dans cet espace de liberté, une éducation globale peut être mise en œuvre dans le temps des vacances et des loisirs. Pour bien prendre la mesure de ce contexte, il est important de rappeler que les notions de liberté et de choix sont au cœur de nos préoccupations.

### Quelle éducation à l'environnement en centre de vacances ?

L'éducation à l'environnement n'est pas une thématique, c'est une orientation éducative et pédagogique

Les fondements du séjour de vacances sont inscrits dans le contrat éducatif entre l'organisme et l'équipe qui encadre le séjour. Ce contrat éducatif est le socle d'un autre contrat,

### Michel Besset

est chargé de mission Accompagnement à la professionnalisation au GRAINE Rhône-Alpes, militant formateur aux CEMEA (Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active) depuis 25 ans, et directeur d'un centre de vacances de la Cézille-Begnins\Vaux (affilié à la Fédération des colonies laïques de la ville de Genève) depuis 12 ans

*\* La Cézille est le centre de vacances que je dirige depuis 12 ans en Suisse sur les contreforts du Jura.*

celui qui lie la famille avec le centre. C'est sur cette base que s'établit la délégation de responsabilité. Le projet éducatif et pédagogique définit les grandes orientations éducatives du séjour et entre autres, celles qui concernent le rapport des personnes à l'environnement. Cette orientation prend diverses formes selon les différents temps éducatifs. Au sortir de table on peut demander aux enfants de trier les déchets, lorsqu'ils font leur toilette de faire un usage modéré de l'eau, lorsqu'ils goûtent dans un coin de nature de ramasser les restes du repas, ou lors d'un camping de réaliser un feu sans traces, on peut également leur demander de participer à l'embellissement du centre. Les modalités d'action sont donc très variées.

### **L'éducation à l'environnement est une manière d'être vis-à-vis de son cadre de vie**

La spécificité de ce que l'on appelle l'éducation non formelle est la prise en charge de la vie quotidienne et collective des publics dont nous avons la charge. Nous considérons l'éducation à l'environnement au même niveau que l'éducation à la santé ou à la citoyenneté. Cela nous amène à penser, à structurer et à organiser le cadre de vie, l'organisation des salles, en fonction de l'utilisation qu'on en fait, à penser l'esthétique et la fonctionnalité des différents espaces pour les aménager. Nous savons qu'un bel espace invite à une attention particulière et un respect de la part des usagers alors qu'un espace dégradé incite à des comportements de négligence voire des actes de dégradation. Le cadre matériel est en lui-même structurant pour les individus et les groupes, et la clarification des règles d'usages conforte les orientations que l'on entend donner à la vie collective.

### **L'éducation à l'environnement est aussi une éducation au territoire**

Au-delà de la vie quotidienne, le centre existe dans un territoire avec un contexte économique, social et culturel spécifique. Ce territoire possède aussi ses règles d'usage, des espaces utilisables et d'autres plus ou moins privatisés. La connaissance et la compréhension de ses lois et règlements d'usages sont indispensables pour construire une relation positive avec les habitants de ce territoire. À ce titre, il faut prendre la mesure des effets de notre présence temporaire. Si un séjour donne lieu à de graves manquements, il compromet les relations ultérieures du centre avec le voisinage. Le fait de maintenir le dialogue avec les habitants, de les inviter lors de certains événements du séjour permet de consolider et d'enrichir les bonnes relations, d'aplanir les éventuelles difficultés. Si ces préoccupations paraissent évidentes, on connaît aussi l'effet que peut avoir l'arrivée d'une bande d'enfants et de jeunes sur la population qui n'a pas forcément envie de subir les désagréments que peut produire leur installation, même temporaire.

### **La première journée et l'installation du cadre du séjour**

L'organisation de la première journée est décisive pour le fonctionnement du séjour. Durant la phase d'installation, les enfants choisissent leur lit, organisent leurs effets

personnels avec l'aide des parents qui les ont accompagnés au centre. C'est l'occasion d'un accueil individualisé et d'un échange avec chaque famille, un temps au cours duquel les règles de relation (courrier, téléphone, visites, traitements médicaux) leurs sont expliquées. L'enfant intègre un groupe de vie selon son âge avec 2 animateurs référents. L'après-midi, une promenade dans les environs du centre est l'occasion de donner un certain nombre de règles de fonctionnement, concernant les déplacements en groupe, les lieux pouvant être utilisés... C'est une première étape vers la connaissance des autres participants et vers la construction du groupe. Un temps est ensuite consacré aux règles de fonctionnement, aux horaires qui structurent la journée, aux modalités d'usage des espaces, des espaces utilisables par le petit groupe, à l'organisation des différents temps de la journée... Certaines règles ne sont pas négociables, d'autres concernant la vie collective, peuvent être discutées et négociées lors d'une réunion d'enfants ; elles sont alors écrites et affichées, elles sont adoptées par l'ensemble du groupe et pourront être discutées lors de prochaines réunions d'enfants. La réunion d'enfants est aussi le lieu de la discussion des activités et aventures que l'on veut faire pendant le séjour. Les journées seront organisées en tenant compte de ces propositions.

Cette journée institue les éléments des grandes composantes du rapport à soi, aux autres et à l'environnement. Nous avons une certaine facilité à instaurer ce cadre d'autant que plus de la moitié des enfants et des jeunes sont des "récidivistes", ils connaissent déjà l'essentiel des règles d'usage, ils participent ainsi à l'accueil et à l'installation des nouveaux. L'équipe est aussi constituée d'anciens et de nouveaux.

### L'éducation à l'environnement et les pratiques d'activités

Tony Lainé a fait une conférence sur "l'agir" en 1971 auprès d'un groupe d'instructeurs des CEMEA. Je reprends un extrait qui présente la pratique d'activités comme une réponse aux besoins. *« Il faut éviter de pratiquer une activité pour une activité, ce serait réduire le sens que peut avoir l'action propre de l'enfant sur des objets. Ce sens dépend de son inscription dans une chaîne. Par exemple, une activité de jeu, ou une activité dont les résultats sont très simples mais qui entraînent l'utilisation de ces mêmes objets dans d'autres circuits correspondant aux besoins de l'enfant : le circuit du don, le circuit de la générosité, le circuit de la reprise de ces objets pour reproduire autre chose. [...] Au cours d'un séjour de colonies de vacances on parlait de la naissance des activités. On a trouvé des roseaux. Ils ont commencé à les tailler. L'un d'eux a commencé à souffler dedans. Le moniteur a dit que l'on pouvait même faire des flûtes. Il fournit là une réponse branchée sur un besoin qui est en marche, dans une trajectoire. Ce n'est pas un besoin donné qui peut aboutir à une activité et se finir dans cette activité, mais c'est un besoin qui suivait toute une trajectoire et le moniteur suivait le besoin du groupe d'enfants, se plaçant dans sa trajectoire. Or, les enfants ont soufflé dans le roseau, ça n'arrivait pas à faire du bruit ; le moniteur a fourni une réponse en disant « ça peut faire une flûte » Il est intervenu non pour suggérer mais pour fournir une réponse à un besoin. Et puis on a fait des flûtes. Et à partir des flûtes on a fait d'autres instruments, des tambours, des instruments en carton... Et puis les enfants ont dit « on va faire un orchestre. Et puis l'orchestre il fallait l'habiller, on a fait des habits... »*

Nos pratiques s'inspirent de ces références, l'animateur essaie de "suivre la trajectoire de l'activité de l'enfant", la ballade en forêt par exemple a cette fonction de sollicitation, marcher en équilibre sur un arbre couché, rencontrer quelques bestioles, les observer puis faire un affût, écouter la nature, observer les animaux le soir à l'orée du bois, faire une cabane pour ne pas être vu... Il s'agit pour l'animateur d'être à l'écoute des enfants, de faire preuve d'une grande adaptabilité, d'accompagner plus que d'organiser l'activité des enfants.

## Des pratiques d'activités

### La découverte de la nuit

Après le repas du soir quelques enfants partent avec un animateur, en ballade. À cette heure, il fait encore grand jour. À quelques centaines de mètres, le groupe s'engage dans les chemins de la forêt, progressivement la nuit tombe, le groupe se resserre, les bruits de la forêt s'amplifient, deviennent plus prégnants, étranges. L'imagination, les peurs prennent le dessus, le "petit vélo" tourne dans la tête. On imagine des trucs pas possibles. À cet instant, chacun se trouve seul avec lui-même. Certes, le groupe est là comme dernier rempart à la panique. L'animateur est aussi là pour garantir la sécurité psycho-affective. Ce type d'expérience réactualise son rapport à cet environnement vécu rapidement comme étrange, hostile. Lorsque le groupe a trouvé son équilibre, on peut s'arrêter, écouter l'univers de la nuit, l'apprivoiser. Les sens sont mobilisés en particulier l'auditif, mais aussi le kinesthésique. C'est pour beaucoup une véritable découverte sensorielle authentique, un rapport vrai à l'environnement. Concrètement, ses instants soudent le groupe. Enfin avec les plus âgés, on peut aussi compléter l'expérience du retour en solitaire jusqu'au centre, mais seulement avec les volontaires. Ils partent toutes les minutes, en décalé, sur le trajet connu en direction du centre. C'est une étape supplémentaire dans sa propre confrontation à la nuit. L'animateur a une grande responsabilité pour garantir le bon déroulement de ce type d'activité qui peut devenir traumatisante si la sécurité n'est pas assurée. Il est hors de question de jouer avec la peur des enfants.

### Un grand jeu très collectif

Le principe du jeu est par nature ludique. Cette vérité de Lapalisse est pourtant à clarifier car on entend beaucoup trop souvent le terme de "jeu éducatif". Si effectivement le jeu est éducatif, ce terme porte en lui une conception productiviste qui est souvent un simple moyen détourné pour nommer un outil pédagogique d'apprentissage avec évaluation des acquis.

Nous sommes très attentifs à ce que portent en eux les jeux que nous organisons et ce qu'ils mobilisent au niveau cognitif, psychomoteur et relationnel...

Par exemple, le grand jeu organisé avec toute la colonie est l'occasion de construire des équipes composées d'enfants de tous âges de 6 à 17 ans. Les épreuves sont très

diversifiées et mobilisent les différentes capacités des participants (les sens, l'équilibre, l'orientation, la connaissance d'éléments de la nature, la création artistique, la confrontation entre équipes...) à des degrés divers. À travers ces différentes épreuves, la coopération entre les enfants et les jeunes est privilégiée ; chacun, quel que soit son âge et ses capacités, doit pouvoir trouver un intérêt aux épreuves. S'ils apprennent à mieux connaître les éléments de la nature, s'ils apprennent à utiliser une boussole, s'ils réalisent une œuvre artistique, s'ils se confrontent physiquement aux difficultés de l'environnement, les objectifs restent centrés sur la réponse aux besoins par l'activité.

## Conclusion

Le centre de vacances est le lieu d'éducation à l'environnement au sens premier. Les publics accueillis ont perdu la conscience du danger potentiel lié à leurs pratiques ; c'est en partie dû à leur éloignement de la nature, à leur cadre de vie artificiel, aux aménagements toujours sécurisés. Construire une nouvelle relation avec son environnement, apprendre à grimper aux arbres, identifier les zones à risque, en un mot apprendre à vivre dans cet environnement est certainement la voie la plus porteuse de développement personnel et d'autonomisation pour chacun.

*« Il vaut mieux leur apprendre à pêcher que de leur donner le poisson ».*

Enfin, à condition d'inscrire le projet du séjour dans la perspective des vacances pour les enfants, en s'exonérant de la logique programmatique, en construisant un vrai cadre démocratique dans la gestion de la vie collective et quotidienne, en s'attachant à une volonté profonde de mettre au cœur du séjour cette éducation à l'environnement, en concevant l'intervention éducative dans le sens d'une réponse aux besoins, le centre de vacances est certainement l'un des espaces les plus authentiquement éducatifs pour une éducation globale de l'enfant et du jeune.





## L'éducation non formelle, un outil de restructuration sociale et professionnelle

*Expérience auprès d'enfants et d'adultes en pays en grande précarité*

### L'éducation, une préoccupation d'urgence

Dans un contexte de précarité, de déficit de la paix sociale et de violences quotidiennes, l'éducation devient un sujet majeur de préoccupation particulièrement pour les mères et les femmes : Quel avenir pour les enfants? Avec quel système éducatif ? Comment permettre à la génération en marche d'accéder aux connaissances qui bâtiront l'adulte de demain, garant de la prochaine génération ?

Les formes d'éducation dans ces zones de drames se transforment en classes clandestines (Gaza), en écoles nomades (Libéria), en espaces d'apprentissages (Rwanda, Croatie).

Portée par un adulte lettré, cette éducation transmet un savoir académique et général. Aussi sérieuse que soit cette transmission, les enfants restent déconcentrés, inquiets, dénutris, et les savoirs de base se perdent dans les peurs quotidiennes.

Face à ces traumatismes, les réponses manquent.

Dans ces contextes, les associations de solidarité, les organisations non gouvernementales (ONG), proposent des réponses, qui deviennent parfois les uniques tremplins vers une refonte de la structure micro-sociale d'un quartier ou d'une cellule familiale.

L'association humanitaire pour laquelle je suis partie en 1992, a pris naissance dans les bombes de la guerre du Liban en 1986 et s'est spécialisée dans les programmes

### Brigitte Nardin

a exercé plusieurs années dans des programmes de développement international en pays du sud et de l'est. Elle a participé à des missions humanitaires initiées par des ONG en tant que praticienne de la pédagogie de projets internationaux et culturels. Initiée au développement durable, elle participe en France à des groupes de travail et de réflexion sur l'éthique, l'éducation à l'environnement et les changements de comportements. Elle défend l'idée que les échanges d'expériences interculturelles sont les porteurs de ces changements.

d'éducation non formelle, en s'appuyant sur l'impact positif des méthodes ludiques d'apprentissage sur les enfants victimes de guerre.

La notion d'éducation non formelle ou informelle à l'égard de l'enfance était quasi inconnue dans les pays du sud à cette époque : soit les enfants jouaient entre eux, soit ils apprenaient. L'éducation académique était représentée par le maître. Le jeu était un temps non rentable, dévalorisé.

Éduquer par le jeu, apprendre en jouant ou par des méthodes non formelles ne se concevait pas.

Lorsque la Fédération des partis de femmes de Gaza ou la traductrice croate, attirées par cette spécialisation, ont demandé l'aide technique de l'association pour réaliser un projet éducatif, j'ai eu la chance de faire partie de l'équipe de départ. J'ai rejoint plus tard la mission d'une autre ONG qui m'a emmenée aux Philippines, dans les bidonvilles de banlieue hérissés sur les étages d'ordures.

J'avais alors, pour bagages, une expérience d'animatrice en rattrapage scolaire non formel dans les quartiers défavorisés de Lyon et une solide conviction dans l'éducation non formelle.

Les objectifs et les commandes étaient claires : apporter l'accès à l'éducation, le développement des savoirs, ou fournir une alternance aux violences de la rue et à la déviance et réaliser des centres de rattrapage scolaire et d'activités pour les enfants d'âge primaire. Le programme de Manille comportait en outre un volet santé primaire communautaire.

## Descriptif des contextes d'action

48

Le premier centre d'activités récréationnelles et éducatives (comme nous le traduisions en anglais) a été créé dans la ville de Khan Yunes, fief de la résistance contre l'occupation et zone la plus peuplée. Nous avons rénové un bâtiment, donné par l'ONU, et aménagé une salle bibliothèque, une salle expression-création et une ludothèque. Dans la cour, nous avons fait construire une structure en bois.

Dans les autres lieux du monde, les centres ont été bâtis sur pilotis au-dessus de la mer souillée d'ordures, ou en bois contreplaqué et coco dans un décor de misère insalubre et de vapeurs toxiques.

Toutes les équipes étaient issues des environs, recommandées par les partenaires associés ou sur candidature spontanée. L'urgence de survivre était souvent au début la première motivation dans le bidonville. Ailleurs, l'envie d'agir pour les enfants ou contre la situation était souvent partagée.

Les centres accueillaienent des enfants de 3 à 12 ans. Chaque centre était conçu en fonction du contexte socioculturel local et devenait un produit collectif des femmes

de la zone concernée. Les objectifs étaient communs, les principes de l'éducation non formelle étaient respectés mais les méthodes actives différaient d'un centre à l'autre, d'une équipe à l'autre.

## Zoom sur le centre de Gaza

### Le descriptif de l'organisation du centre

Cette expérience est très représentative de mon parcours international car j'y ai affronté des chocs et trouvé des repères qui m'ont permis de réussir dans les autres missions. Je ne parlerai ici que de ce qui a été fait et qui a marché avec l'éducation non formelle.

Le centre se composait de 3 secteurs avec des aménagements et règles internes bien distincts :

- La bibliothèque libre d'accès, pour la lecture et les contes : tapis, coussins et tables étaient disponibles pour lire, écrire, créer une histoire.
- La pièce d'expression libre en peinture et bricolage : de grands panneaux à dessins postés au mur avec du matériel, gouache et des matériaux de bricolage. La règle était de respecter le dessin de l'autre, de partager le matériel, de ne pas dépasser un certain nombre de participants et d'être calme. Ce dernier principe fut d'une grande fondation pour la gestion des groupes et des tensions.
- La ludothèque, organisée en plusieurs espaces thématiques (jeux de construction, jeux dînètes, marchands, jeux de société, jeux coopératifs).

La première partie de la matinée se concentrait sur les ateliers de rattrapage scolaire. Les enfants étaient groupés par 5 avec une adulte, par niveau (et non par âge) et tous les apprentissages se faisaient par méthodes actives et interactives :

- Maths avec des jeux de calculs, (loto, lames kapla, etc.)
- Écriture et lecture avec un scrabble en arabe déniché à Jérusalem, des lotos, des "memory" de lettres fabriqués par l'équipe
- Lecture d'histoires lues ou inventées en écriture personnelle (présenter son journal, raconter son rêve).

Après les ateliers de soutien scolaire, les enfants choisissaient l'espace d'activités qu'ils voulaient expérimenter. Les animatrices se répartissaient les tâches et les espaces. Les jeux d'extérieurs étaient libres ou organisés (jeux d'équipes, jeux sportifs). Les mêmes règles valaient pour les filles et les garçons, les mêmes jeux leur étaient ouverts sans distinction. Ce fut une formidable innovation chez les femmes et une révélation pour les enfants : les garçons et les fillettes pouvaient avoir envie des mêmes jeux et y avaient droit sans tabou.

Au fil des mois, l'équipe s'est rendue compte de tout le potentiel qu'apportait ce principe d'éducation en termes de révélateurs psychologiques, pédagogiques et professionnels. « *Les enfants vous mangeront* », nous avait lancé une femme en désaccord. Non seulement, les enfants ne nous mangèrent pas mais ils développèrent

des compétences de socialisation et d'apprentissage complètement abolies dans leur vie familiale.

### Le développement du programme

Nous avons constaté chez les filles comme chez les garçons, les mêmes attitudes (agressivité, hyperactivité, réactions aux ordres, envie de jeu) et les mêmes demandes (attention, réponses aux questions, présence des adultes, sécurisation), ce qui renforçait l'adhésion de l'équipe à assurer ce fonctionnement innovant.

Les animatrices, au travers de leurs observations et des formations, ont élargi leurs connaissances, la compréhension des comportements des enfants. Des affinités et des compétences ont émergé chez chacune des animatrices favorisant ainsi une continuité dans leur travail et la construction d'un savoir-faire professionnel.

Cette accumulation de connaissances empiriques et de résultats positifs rendait le centre porteur de possibles, de réussites et les équipes s'ouvraient à de nouveaux projets collectifs et locaux.

Les programmes se sont développés avec les réseaux de professionnels et des projets communs : ateliers avec des artistes, accompagnement de psychologues, mutualisation avec maîtres d'école, universitaires et bien sûr, avec les mères très présentes et intégrées au programme (visites, réunions, rencontres).

### Les ateliers : des espaces d'éducation non formelle et de construction sociale

#### 1. les coulisses d'une éducation

50

À l'ouverture, les enfants s'inscrivaient pour la découverte des jeux et accessoires à disposition, par boulimie de jeux et de techniques jusqu'alors inaccessibles ou formatées : peinture libre, bricolage et jouets pour les filles comme pour les garçons.

Ils avaient le choix des espaces mais devaient également assumer leur choix. Peu à peu, chacun ne pénétrait plus dans un espace pour être avec son acolyte, mais par envie personnelle. L'enfant venait en connaissance de la règle de vie sociale : accepter de partager, admettre que le jeu ou le livre était déjà pris, ne pas "faire son shérif" comme dans la rue, rester un certain temps dans l'atelier (pas d'allers-retours entre les ateliers), assumer son action en fille et en garçon, respecter les autres et le matériel.

Ces règles n'existaient pas dans les familles et le système scolaire avait perdu son rôle de transmission des valeurs, les enseignants y étant fréquemment victimes des violences.

Une fois le déroulement de la journée organisé, l'animatrice préparait l'aménagement de l'espace qu'elle avait choisi, prévoyait des activités si besoin, mais son rôle

était d'abord d'assurer la présence et l'accueil des enfants de se rendre disponible pour une demande, de veiller au respect des règles, de répondre aux sollicitations

L'enfant venait pour apprendre et développer des capacités, seul ou avec d'autres, en activité collective ou libre.

La démarche des ateliers étaient plus longue à assimiler : ne pas penser pour l'enfant, ne pas faire à sa place, ne pas crier, laisser faire sont des principes d'éducation déroutant les premières semaines.

Pour nous tous, cette forme d'éducation demandait une patience absolue. Nous gardions à l'esprit la fragilité de ce centre, sa non-durabilité potentielle face aux aléas des événements de l'occupation et devions de ce fait accepter le rythme lent de mise en œuvre qu'impose un concept innovant dans un contexte d'incertitudes.

En tant que femme, je ne devais jamais oublier d'où je parlais et dans quel contexte journalier, local, culturel, géopolitique, je travaillais et entrais en relation. J'apprenais autant que les enfants mais l'adulte que j'étais n'avait pas, lui, droit à l'erreur : la mise en œuvre de ce système d'éducation se devait d'être réfléchi très en amont. L'éducation non formelle devait se construire et se manager sur une fondation culturelle lisible et par une préparation concertée permanente.

L'adhésion des équipes locales à cette forme d'éducation et de travail était la condition sine qua non pour réussir et nous prenions le temps qu'il fallait pour cette co-construction. La traductrice a toujours été un pilier incontournable de la réussite de ces programmes ; de sa traduction et de son investissement dans le programme dépendait l'intelligence collective. Notre rôle d'adulte – et a fortiori celui de l'étrangère que j'étais – avait un impact immense sur cette micro société.

Au bout de quelques mois, le centre était devenu le palliatif à la rue et le substitut à l'école. Notre centre devenait un exemple d'éveil de l'éducation et un lieu sauf, protégé des soldats par notre seule présence.

## 2. L'atelier dessin : un exemple concret

Dans la salle expression, nous avons aménagé un espace dessin : des feuilles de papier immenses étaient affichées aux murs pour y coller des feuilles à dessins. Le matériel peinture était disponible et rangé sur une planche à hauteur des enfants. Des sacs plastiques étaient transformés en tabliers pour protéger les vêtements. Les thèmes étaient libres. Le nombre d'enfants admis était limité par manque d'espace, ils géraient leur nombre. Les enfants n'avaient pas pour habitude d'emporter leurs productions à la maison, nous les exposions donc dans le centre.

Les premiers mois, les dessins étaient faits à la hâte, ils étaient tristes, portaient sur le thème de l'occupation, la violence, les peurs chez la plupart des enfants. Les animatrices essayaient de diriger les thèmes et les traits, contre ces accumulations de

peintures sordides. La pédagogie de l'atelier réfutait ce principe directif. La jeune femme en charge avait du mal à admettre que le dessin était un prétexte à une forme d'apprentissage. Le dessin étant une activité apprise à l'école, il fallait que le ciel soit bleu et la datte marron. Or l'enfant découvrait le droit et le potentiel de créer, de faire à son idée et à son rythme sans dirigisme, ni mauvaise note.

L'atelier n'était pas un cours de dessin comme à l'école mais un espace d'expression et d'apprentissage dans la cadre d'un éducatif informel : les mélanges de couleurs, les règles sociales, les différences de goût, l'accès au rêve y étaient possibles. Cet espace était pour nous également un éclairage sur la condition de vie et de santé des enfants et de ce qu'ils savaient ou apprenaient.

### 3. L'exemple du jardin collectif

Nous avons embauché un homme du camp pour la fonction, fréquente dans ce quartier, de "portier-factotum". Plus âgé et expérimenté, il avait le respect des enfants et des femmes. Lorsqu'il est arrivé, le centre reposait sur un terrain de sable, entouré du mur de l'école et de hauts grillages.

Notre homme, pendant ses temps non occupés, s'est mis lentement et tranquillement à aménager l'espace extérieur : une bordure de pierres peintes, quelques plantes vertes arrosées avec attention. Les enfants venaient lui parler, l'aider un peu pour arroser ou planter. Il les conseillait pour tout, les sermonnait ou leur expliquait la meilleure façon de faire pousser telle ou telle plante.

Peu à peu, les enfants se sont intéressés de plus en plus au jardinage qui est devenu une activité du centre supervisée par notre doyen.

52

Bientôt, le centre a pu exhiber un jardin verdoyant, protégé par les enfants, admiré des familles. Les enfants avaient appris la notion du bien commun pour un plaisir et une fierté partagés. Dans la foulée, les enfants ont initié la réalisation d'une fresque sur le mur de l'enceinte.

### **Son impact**

Les enfants ont pu développer des comportements de socialisation par le partage d'un même espace. Sans bagarre, les garçons acceptaient les filles et les filles ne se moquaient plus d'eux dans certains jeux. Ils mimaient beaucoup moins les traumatismes de l'occupation, les dessins présentaient des couleurs, des rêves, de la poésie, les ateliers d'écriture parlaient du futur, les matériels et le centre étaient respectés, les jeux de soldats/martyrs disparaissaient pour des jeux de relais et de volley.

Ils ont également pu acquérir des compétences fondées sur des connaissances académiques et leur réutilisation : la fabrication d'objets, la réalisation collective

(journal mural, spectacle), ils pouvaient reconnaître une erreur, protéger leur centre et l'embellir.

Les animatrices, quant à elles, avaient découvert l'enfance qu'elles n'avaient pas eue et développaient des compétences qu'elles ne se connaissaient pas (organisation, management, créativité, conseil). Le programme leur avait ouvert une forme d'émancipation et je devais rester vigilante au risque lié à un changement trop rapide dans les mentalités.

Mais les relations avec les familles et notre propre comportement avait aussi donné légitimation au centre. Au bout d'une année, la mixité dans l'équipe fut possible. Un centre d'éducation non formelle pour adolescents fut réalisé, alors unique alternative à la violence.

Ce programme avait proposé un nouveau paradigme de l'éducation : une autre éducation fiable, non formelle, mixte en genre et en pluridisciplinarité.

Cette éducation offrait un espace de droit : le droit à l'apprentissage, le droit à la paix, le droit à l'enfance, le droit à son identité. Cet espace impliquait des devoirs : le devoir d'écoute, le devoir de mutualisation, le devoir de partenariat avec les familles et les structures locales, le devoir de responsabilité.

### **Pourquoi ça a marché ?**

L'éducation non formelle est exigeante ; individu, contexte culturel et responsabilité sont ses maîtres mots. Elle demande beaucoup de motivation, de travail en amont, de réflexion méthodologique.

L'éducation informelle facilite l'apprentissage car les méthodes actives forcent les passerelles de la rencontre et de la créativité collective. Les codes de langages et les concepts se clarifient et s'assimilent chemin faisant et chemin confiant.

La pratique de la mutualisation et le principe de confiance en sa pédagogie et dans le partenariat favorisent la prise de recul et l'échange d'expériences.

La confiance, fondement pédagogique, ouvre à la compréhension interculturelle pour la construction collective d'une réponse commune, d'une vision commune, en l'occurrence la (re)construction d'une microsociété (famille, clan, quartier).

### **Les ingrédients de la réussite**

Mettre en œuvre une pédagogie non formelle convaincante et efficace dans un contexte traditionnel ou instable est un défi difficile et souvent éprouvant ; se présenter comme un professionnel de l'éducation non formelle ne suffit pas. La réussite du projet et le soutien de la population dépendent de certaines étapes incontournables.

## L'aspect humain

Il est d'abord nécessaire de travailler avec une population dans un contexte culturel différent du sien, ce qui nécessite en premier lieu d'admettre cette différence et de s'y intéresser. Plus l'éducation est traditionnelle et formatée, plus l'intégration et la mise en confiance seront longues. Être attentif aux codes, connaître l'histoire du pays, sa géopolitique aide à mieux comprendre le présent, la mentalité ici et maintenant, et à faire le lien avec les perspectives possibles.

Il faut également développer et entretenir les relations avec les équipes, les partenaires : leur demander conseil dans la vie de tous les jours, les interroger sur leur culture, partager les différences, construire des compétences partagées et des projets communs. L'éducation non formelle se pratique également dans ces moments-là.

## L'aspect professionnel

Il est indispensable de veiller à la construction collective de la vision du projet avec les partenaires-associés. L'absence de cette étape fondamentale de concertation entraîne un manque d'investissement et de responsabilisation des équipes, le rejet des mères, la démotivation des enfants.

La formation des équipes est incontournable. Les animateurs doivent avoir suivi une formation intensive aux techniques d'animation, à la pédagogie par méthodes actives, au management des groupes d'enfants, à la santé communautaire, aux droits de l'enfant, au travail en équipe.

L'adaptation des méthodes aux contextes et aux besoins locaux s'impose. Ils sont rendus possibles grâce à cet ancrage et à l'appropriation de la pédagogie par les femmes. Il est important d'élaborer une pédagogie qui part de l'enfant, de ce qu'il est dans son contexte global de vie et qui utilise les mots de son quotidien socio-culturel, il est donc important de s'appuyer sur les femmes. Les femmes observent mieux les enfants et savent mieux adapter les outils, les créer avec leurs mots, leur histoire, leur culture et leur mémoire collective.

La délégation des responsabilités et des tâches doit être organisée. L'éducation non formelle doit être lisible, visible, expliquée à la population.

Déléguer est une étape essentielle à l'appropriation de l'éducation non formelle et du programme. Valorisées dans leurs fonctions et responsabilités, les équipes peuvent ainsi renforcer l'efficacité des activités. Ce sont là les premiers pas vers une autonomisation du projet, vers sa nature locale.

L'éducation non formelle n'est pas une éducation déstructurée, elle se veut au contraire d'autant plus précise que le quotidien est chaotique. Réalisée avec conscience et professionnalisme, elle permet l'éveil de l'individu, le développement de ses potentiels, de son esprit critique et solidaire.





mouvances & réseaux





## Les CPIE, un réseau au service de l'éducation à l'environnement

Les centres permanents d'initiatives pour l'environnement (CPIE) sont des associations de personnes physiques et morales motivées par les enjeux de l'environnement et du développement durable des territoires.

Le premier CPIE est apparu en 1972 à la suite d'une réflexion interministérielle entre les ministères de l'environnement, de l'éducation nationale, de l'agriculture et de la jeunesse et des sports.

Cette réflexion a été menée dans le contexte de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement humain de Stockholm (1972) et de la naissance d'un programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), complément du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

L'idée d'un développement qui ne soit pas uniquement guidé par des considérations économiques mais également par des exigences sociales et écologiques allait commencer son chemin au plus haut niveau des États.

Au fil des années, notre réseau a pris son indépendance ne serait-ce que par la création d'une commission interne qui enquête et accompagne les associations postulant au label, délivré ou non lors de nos assemblées générales. Pendant les phases préparatoires à la labellisation nous entretenons des contacts étroits avec les représentations régionales de nos ministères de tutelle. Dès l'origine et encore actuellement, nous nous sommes fixés une mission d'éducation et de sensibilisation à l'environnement

**Charles Boulland** est professeur agrégé de SVT, enseignant actuellement en collège, et formateur à l'IUFM de Caen ; professeur relais académique en EDD et professeur accompagnateur des initiatives innovantes et des expérimentations pour l'Académie de Caen. Charles Boulland est également président fondateur du CPIE du Cotentin en 1985, administrateur de l'UNCPIE et président de la commission nationale EEDD.

## Les CPIE en chiffres 2007/2008



- 80 CPIE dans 21 régions et 63 départements
- 900 salariés permanents au service des territoires et des publics
- Plus de 10 000 adhérents
- Une équipe nationale de 9 personnes



[www.cpie.fr](http://www.cpie.fr)

en direction de tous nos concitoyens, des plus jeunes aux plus âgés. Pour ce faire, au fil des années, des salariés de différentes formations ont rejoint nos premiers animateurs. Ainsi, en fonction des opportunités d'embauche, des problématiques de territoire, les CPIE développent sans cesse de nouveaux domaines d'expertise (botanique, géologie, zoologie, agronomie, aménagement du territoire, muséographie...).

### Les CPIE, des associations au service des territoires

Fort de ses experts, le réseau des CPIE mène de nombreuses études dans divers domaines. Ces recherches placent les C.P.I.E en situation de centre de ressources ce qui les conduit à être invités à participer aux réflexions sur le devenir de leur territoire. À titre d'exemple, citons entre autres, l'animation d'un groupe de prospective dans le cadre de la préparation de la Charte du Pays Périgord Vert, le travail de conciliation de l'agro-pas-

toralisme de la forêt et des activités de loisirs dans la montagne basque, l'étude diagnostic pour un état des lieux et un suivi des pratiques de collecte des macro-déchets du littoral de la Manche, la création et l'animation de l'Espace info-énergie, opérateur locaux de Natura 2000, gestionnaire de réserves naturelles...

Cette implication dans le développement local s'explique par le fait que chaque CPIE se situe dans un territoire particulier dont il connaît, étudie et valorise les caractéristiques. Ce territoire, qu'il soit rural ou urbain, est son lieu privilégié d'action. Les communautés de communes, d'agglomération, les parcs naturels régionaux et les pays constituent des entités territoriales privilégiées pour la mise en œuvre de politiques environnementales dans lesquelles les CPIE peuvent donc pleinement s'exprimer. L'environnement représente un champ de responsabilité et de compétence partagées. Une action efficace suppose un partenariat avec l'ensemble des acteurs d'un territoire et l'établissement de complémentarités : associations locales, collectivités territoriales, service de l'État, établissements publics, socioprofessionnels... Loin de toute vision partisane, les CPIE s'inscrivent dans la médiation et la

concertation entre acteurs. Ils prônent une plus forte implication du citoyen dans la gestion de son cadre de vie (éthique et identité des CPIE, UNCPIE 2002).

Progressivement les CPIE sont donc devenus des forces de propositions dans leur territoire ; c'est pourquoi en 1997 notre dénomination première "Centres Permanents d'Initiation à l'Environnement" est devenue "Centres Permanents d'Initiatives pour l'Environnement".

La mixité des cursus de formation initiale, des domaines d'intervention de nos salariés et celle de nos bénévoles, permet une approche transversale de nos actions qui conjuguent trois modes d'intervention qui s'enrichissent mutuellement :

- chercher, en réalisant des inventaires, en animant des observatoires, en offrant des services de conseil, d'études ou d'expertises et en expérimentant de nouvelles pratiques ;
- développer, en agissant concrètement avec les acteurs locaux pour préserver et valoriser les ressources du territoire ;
- transmettre, par une pédagogie active adaptée à chaque public, dans une démarche à la fois scientifique, sensible et culturelle.

La cohérence de chaque CPIE s'exprime dans la dynamique et les échanges entre ces trois axes qui permettent une démarche d'innovation et de qualité. Chaque CPIE s'engage à trouver, en propre ou en partenariat, un équilibre entre ces trois modes d'intervention.

## Les CPIE, des associations qui fonctionnent en réseau

Les CPIE sont attachés à leur statut d'association. Il leur permet de travailler avec l'ensemble des acteurs locaux tout en leur assurant l'indépendance nécessaire à leur démarche de médiation et à l'émergence d'initiatives portées par des volontés locales.

Le "projet associatif" d'un CPIE se doit d'intégrer l'exemplarité de son organisation autant dans son fonctionnement participatif que dans la mise en pratique de valeurs environnementales qu'il défend ou le respect de la gestion sociale de son équipe.

Cependant, ce statut associatif inclut un esprit d'entreprise et de professionnalisme impliquant une autonomie financière et une rigueur de gestion dans la définition ou la conduite des actions du fait de l'emploi de salariés au sein des CPIE.

Pour promouvoir leurs objectifs, renforcer leurs compétences et s'ouvrir sur de nouveaux partenariats, les CPIE se sont constitués en Union Nationale des CPIE, reconnue d'utilité publique, et regroupant exclusivement des associations labellisées. Les administrateurs et l'équipe permanente de l'Union animent et coordonnent le réseau en termes d'information, de formation, d'appui à la gestion, de communication et d'ouverture sur des partenariats nationaux et internationaux, dans le cadre de la mise en œuvre du projet du réseau.



## CLERMONT DOMES

Éducation à l'environnement à destination du grand public  
 Quelques expériences du CPIE Clermont Dômes

Le CPIE Clermont Dômes propose, depuis de longues années, au grand public, des activités de découverte et de connaissance de la nature en région Auvergne. L'offre d'activités s'appuie sur une demande sociale de savoirs sur les espèces animales et végétales, sur les milieux, les phénomènes naturels, le jardinage bio, l'éco-construction, les enjeux environnementaux, le développement durable...

Ces activités sont cohérentes avec les objectifs du CPIE : vulgariser la connaissance dans une préoccupation d'éducation populaire, mettre les personnes au plus près de leur environnement de proximité, valoriser la nature ordinaire, impliquer les personnes pour plus de citoyenneté, favoriser les échanges entre les personnes. Le CPIE est de ce fait, acteur de l'éducation à l'environnement au développement durable (EEDD) au travers de 3 actions.

### **Le programme d'activités du CPIE à destination du grand public**

**Descriptif** : c'est un programme annuel que le grand public découvre dans un document catalogue (disponible sur Internet et déposé dans une multitude de lieux, magasins spécialisés, jardineries, hall d'accueil, etc.). On y trouve les sorties nature (rapaces, traces d'animaux, arbres, champignons, insectes, mare, rivière...), un cycle d'animations jardin bio, des leçons de botanique (cours du soir et sorties), des visites d'un bâtiment éco-construit, etc.

**Analyse** : c'est un réel succès. Les activités répondent aux attentes de savoirs naturalistes, d'accompagnement sécurisé sur les sites appropriés, de conseils de toute sorte. On observe toutefois un comportement quelque peu consumériste, mais les activités permettent finalement à toute une population d'être en lien direct avec la nature proche de chez eux et au CPIE d'élargir l'impact éducatif sur son territoire.

### **L'opération "crapauds"**

**Descriptif** : En 2006, les animateurs du CPIE et une enseignante décident de monter une opération de sauvetage de crapauds avec les enfants d'une classe primaire d'Aydat (63). Au printemps, en période de reproduction, les crapauds communs se font écraser en traversant les routes qui les conduisaient au Lac de la Cassière. Forte émotion chez les enfants! Intérêt des adultes, enseignants, animateurs, techniciens du PNR, du Contrat de Rivière, du Syndicat mixte, ... L'opération est montée avec les enfants et s'ouvre au grand public local.

**Analyse** : Gros succès, les gens se mobilisent, se lèvent tôt le matin pour ramasser les batraciens avant d'aller au travail, s'impliquent dans le protocole scientifique, l'expliquent aux nouveaux venus, ... L'opération sera renouvelée sur 3 années consécutives. Aujourd'hui, ces personnes du grand public se retrouvent impliquées dans une association nouvellement créée (Hyla 63) qui a repris le flambeau pour étudier et protéger les amphibiens, creuser des mares à grenouilles...

### **Animations DCE (Directive Cadre sur l'Eau)**

Le CPIE, en partenariat avec l'Agence de l'eau, a mis en place des actions en vue de préparer le grand public du Puy de Dôme à la consultation nationale sur l'eau (avril à octobre 2008) préalable à la révision du SDAGE. Des ateliers citoyens sur les éco gestes ont ainsi été mis en place sous forme de stands de sensibilisation installés sur les principaux lieux publics et de soirées débat. Le premier niveau est une sorte de préalable aléatoire à un acte éducatif, un processus de sensibilisation du grand public qui nécessite une batterie de moyens (logistique, stratégie, accueil, accroche) pour finalement évoquer, aborder, discuter, motiver... sur l'eau au quotidien.

Au positif : les stands placés sur les lieux de passage du public, comme une pêche au fil de l'eau! Des personnes s'arrêtent et se mettent à parler de l'eau ensemble, curiosité, découverte, ouverture au changement de comportement (certains s'engagent verbalement!), l'animateur valorise le "bon" comportement, ne culpabilise pas.

Au négatif : des soirées débat qui ne marchent pas!

Bilan : éduquer le grand public à la gestion citoyenne de l'eau, s'adresser à la conscience de la personne, ... c'est encourageant, ce n'est pas gagné, mais il faut le faire! Parole d'éducateur.

Thierry Dalbavie  
cpie-clermont-domes@wanadoo.fr

Dans le respect de la charte du réseau, chaque CPIE agit selon ses propres objectifs en s'impliquant, grâce à ses savoir-faire et à sa pratique acquis sur le terrain, dans le développement durable de son territoire.

Chaque CPIE apporte aux autres CPIE une expérience originale dans ses champs de compétence, construisant ainsi la dynamique du réseau. Pour ce faire, diverses commissions nationales ont été créées afin d'approfondir nos réflexions enrichies par cette mutualisation des apports des différents territoires. Chaque année, des journées nationales sont organisées soit pour ouvrir la réflexion à tous, soit pour échanger autour de nos outils et pratiques.

Si les CPIE sont conscients de l'intérêt de partager entre eux, connaissances et expériences issues des territoires, nous pensons que nous devons apporter toute cette richesse à qui veut en profiter. C'est pourquoi l'Union Nationale est présente au sein de différentes organisations, réseaux ou commissions de notre pays comme le CELAVAR, le CFEEDD, CITEPHILE, Comité 21, le CNARE, la commission Brégeon ...

Cette volonté forte d'ouverture aux autres se retrouve au niveau local comme au niveau national car nous sommes tous persuadés que l'échange et la mutualisation permettent une mise en synergie indispensable pour faire comprendre que sans prise en compte réelle de l'environnement il ne pourra pas y avoir de développement durable.

## Valeurs et finalités éducatives du réseau des CPIE

### Nous partageons tous

- la volonté de développer une citoyenneté active fondée sur le respect de l'autre, la solidarité, la tolérance, la laïcité, la responsabilité et l'engagement individuel et collectif ;
- la conviction que le développement social, culturel et économique des territoires est intimement lié au développement personnel de leurs habitants et que l'éducation est un facteur déterminant de celui-ci ;
- la conviction que l'évolution de nos comportements individuels et collectifs est indispensable à la préservation de la qualité de l'environnement et à la gestion raisonnée des ressources de la planète ;
- la mise en œuvre de stratégies éducatives visant à développer la capacité de la personne à agir de manière autonome en conscience des réalités, enjeux et complexité du monde dans lequel elle vit.

## Les principes pédagogiques du réseau des CPIE

Privilégier le terrain comme lieu d'implication, support de compréhension des problématiques environnementales et facteur d'intérêt, de motivation, de questionnements, de désir d'agir susceptibles de favoriser l'émergence de projets. L'ancrage territorial des CPIE apparaît comme une caractéristique importante de leur action

éducative. Cette dernière trouve à la fois son sens, son support et sa motivation dans ce lien au terrain. Ce choix pédagogique ne répond pas simplement à une volonté éducative mais est identifié comme le résultat de la triple mission des CPIE (chercher – développer – transmettre) qui suppose de disposer de compétences variées au sein de chaque structure. Il s'agit là d'une spécificité du réseau. Cette diversité des apports et des approches au sein de chaque structure permet à nos animateurs d'enrichir leurs connaissances, de les décloisonner, de les mettre en lien avec les réalités de leur territoire. Ce fonctionnement constitue un véritable atout pour nos actions de sensibilisation. L'environnement est, en effet, abordé selon une conception globale intégrant aussi bien les patrimoines naturels, bâtis ou culturels que les habitants avec leur savoir-faire, leurs pratiques et leur mode d'organisation. En lien avec des réalités de territoire, les connaissances transmises prennent tout leur sens, suscitent les questionnements, interpellent davantage nos publics. S'appuyant sur les enjeux du territoire de vie de nos publics, une véritable éducation à la complexité, au choix peut ainsi être amorcée.

Privilégier la pratique d'activités, gage de motivation et d'intégration des savoirs, savoir-faire et savoir être et privilégier les situations où chacun peut participer à la définition et au choix des activités le concernant. Ces deux principes s'apparentent aux méthodes d'éducation active. Ils visent à valoriser la mise en œuvre de stratégies pédagogiques centrées sur l'apprenant et sur le processus d'apprentissage plutôt que sur le contenu. Ce parti pris est très complémentaire de celui qui consiste à privilégier le terrain comme espace d'apprentissage, constituant ainsi un ensemble cohérent où l'action et la responsabilisation se construisent dans le réel.

Utiliser le groupe comme espace d'exercice de la citoyenneté, espace de discussion, de négociation, de processus de décision collective, d'implication, de partage des tâches, de responsabilisation... Dans cet énoncé, l'enjeu éducatif est celui de la citoyenneté, présentée comme compétence à développer. Là aussi, l'accent est mis sur la mise en pratique de cette citoyenneté dans le réel de la vie du groupe, à travers différentes occasions qu'il convient de structurer. Au cours de notre travail sur les réalités d'un territoire, des débats argumentés s'instaurent. Ils débouchent sur des idées d'actions concrètes, réelles ce qui nous permet d'inciter nos concitoyens à prendre leur part de responsabilité, à comprendre qu'ils peuvent être force de proposition dans une démocratie que nous voudrions plus participative.

Privilégier un travail interdisciplinaire et combiner différentes approches (l'approche systémique, l'approche scientifique, l'approche émotionnelle...). Ce principe nous conduit sur le champ de l'éducation à la complexité et au choix. L'éducation à l'environnement relève en effet de disciplines et de démarches variées nécessaires pour prendre en compte la diversité et la complexité des sujets étudiés et des situations d'apprentissage.

Concevoir des situations pédagogiques réunissant les conditions de réussite de l'apprenant. Ici s'affirme la volonté des CPIE de privilégier la réussite, facteur de valorisation et de motivation. Celle-ci suppose que les éducateurs aient recherché des moyens susceptibles de favoriser les conditions de cette réussite. On retrouve là

## Les habitants du territoire, acteurs du maintien de la biodiversité

Les nombreux "micro-trottoir" que nous avons réalisés montrent que la quasi-totalité de nos concitoyens considère que la sauvegarde de la biodiversité est celle des forêts primitives, du panda, des baleines, éléphants et autres animaux emblématiques. Tout se passe comme si la biodiversité était ailleurs, ailleurs que chez soi. Dès lors, notre biodiversité ne pèse pas lourd dans les esprits, dans les préoccupations face aux projets de travaux dans le cadre du développement économique de nos régions.

Le CPIE du Cotentin a pour-tant développé un domaine d'expertise en Batracho-herpétologie en Normandie. En effet, de par sa position géographique et la diversité de ses milieux, cette région française détient 25 % des espèces d'amphibiens présentes en Europe. Sachant que c'est ce groupe d'animaux qui est le plus menacé de raréfaction et d'extinction sur la planète, on voit là toute la part de responsabilité des Normands dans le maintien de la biodiversité mondiale.

Malgré ce constat, sur le terrain, nous étions en face d'un manque de connaissances des populations locales (élus compris) et, dans le meilleur des cas, d'un intérêt poli. En effet, comment faire comprendre à nos concitoyens qu'un triton à la même valeur patrimoniale qu'une baleine ?

Devant le peu de résultats des méthodes classiques de notre "porter à connaissance", nous avons décidé de jouer la carte de certains principes pédagogiques du réseau des CPIE : la mise en activité, l'appel à la participation active des habitants du territoire. La conviction que nos concitoyens seraient davantage interpellés, mobilisables par une action se déroulant chez eux, nous a conduit à lancer

un appel à population par voie d'affichage, relayé par les médias locaux : un véritable "wanted" a ainsi été lancé.

Alors que nous avons envisagé une cinquantaine de retours, ce sont plus de 500 foyers qui

nous ont sollicités dans le département de la Manche! Profitant du succès de l'opération, nous avons pu mettre en place un véritable plan de transmission de connaissances (rencontres, posters informatifs, exposition...). En effet, nous avons alors affaire à des adultes en demande d'informations. Logiquement, puisque que ces animaux "sont dans mon jardin" des questions surgissent aussitôt : que sont ces animaux ? quelle est leur valeur patrimoniale ? Comment les garder dans mon jardin ? etc.

Lancée en 2004 cette campagne a débouché sur une mobilisation de grande ampleur, sur une réelle prise de conscience de la valeur patrimoniale de ces amphibiens et de notre responsabilité sur le maintien de ces animaux dans notre milieu de vie. Notons que les élus de la Région et des départements de Basse-Normandie ont été si sensibilisés qu'ils ont soutenu financièrement la création de l'Observatoire Batracho-Herpétologique Normand, avec l'aide de la DIREN et l'Agence de l'eau Seine Normandie. Bien sûr dans les missions de cet observatoire, on retrouve les modes d'intervention des CPIE, « Chercher, Développer, sans oublier Transmettre » ; ces trois axes d'action s'enrichissant mutuellement.

Une autre volonté des CPIE, la mutualisation des expériences, a conduit plusieurs CPIE à s'engager sur cette action : les 2 autres CPIE Bas-Normands mais aussi Val d'Authie, Pays de l'Aisne, Haut Jura.



une préoccupation que partagent différents mouvements d'éducation, notamment ceux issus de l'éducation populaire.

Mettre en cohérence le discours éducatif avec l'ensemble des services proposés. Ce principe de cohérence prend acte de l'importance des comportements que la structure éducative développe au quotidien, par-delà le langage. Ainsi, les CPIE ont autant à faire qu'à dire. Les modalités de mise en œuvre de leurs prestations sont en elles-mêmes un outil au service du discours éducatif.

Tous ces principes pédagogiques sont partagés, discutés lors des "Ateliers Éducation" du réseau. Véritables temps forts de réflexion mutualisée mais aussi de formation, ils proposent aux animateurs, responsables pédagogiques et directeurs de CPIE de se former et de produire ensemble sur des thématiques actuelles et innovantes, en lien avec les priorités nationales du réseau. À titre d'exemple, parmi les thématiques abordées dernièrement, citons « De la sensibilisation au passage à l'acte : l'apport de la psychologie sociale pour des comportements éco-citoyens. Comment passer de l'idée à l'action ? » ; « Éducation à la consommation : quels enjeux, méthodes et contenus ? » ; « Éduquer les habitants de nos territoires. Pourquoi et comment ? » « Agendas 21 et CPIE » ; etc.

Parce que nous sommes convaincus que le développement durable se construit localement, nos CPIE affirment leur attachement à participer au développement durable des territoires sur lesquels ils sont implantés. La mise en réseau des 80 CPIE en Union Nationale constitue un véritable atout pour chacun d'entre eux : elle permet par l'échange de pratiques et la mutualisation des réflexions de rester force de propositions et d'initiatives tant au niveau national qu'au niveau des 63 départements sur lesquels nous sommes présents en 2008.

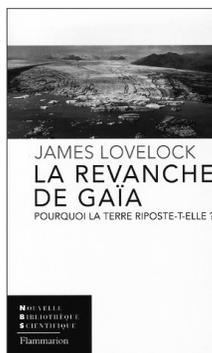


lectures



James Lovelock  
La Revanche de Gaïa

J'AI LU / Flammarion, 2007  
215 pages



Dans le titre de son livre, James Lovelock personnifie la Terre tel qu'il le fait dans ses écrits depuis plus de trente ans ; il envisage la réponse de la Terre face à tous les dérèglements provoqués par les hommes depuis la révolution industrielle. Il n'est pas le seul à évoquer le sujet mais il est parmi ceux dont les raisonnements sont les plus denses, documentés et ouverts à controverse, fournissant matière à réfléchir sur beaucoup de questions écologiques de fond.

Pour situer l'auteur, il faut savoir qu'il a été d'abord médecin, puis chimiste, cybernéticien et climatologue. Chercheur anglais indépendant, inféodé à aucune institution, il a été conseiller de la NASA pour l'élaboration de programmes spatiaux, notamment le sondage de l'atmosphère de la planète Mars en vue de connaître son aptitude à soutenir une forme de vie. Il est connu pour avoir bousculé certaines idées reçues et subi le ridicule des tenants de l'orthodoxie scientifique pour son « hypothèse Gaïa », expliquée dans un livre publié en 1979, *La Terre est un être vivant*. Cette conjecture, qui se sert de cette métaphore pour mieux marquer les esprits, a été autant reconnue par l'idéologie New Age que niée par l'établissement scientifique. James Lovelock se situe ailleurs et critique certaines convictions, croyances et superstitions de tous bords.

### L'hypothèse Gaïa acquiert sa légitimité scientifique

Il fait appel au concept de la grande déesse des origines, qui a enfanté dieux et hommes, pour une planète où les

fiche rédigée par  
Jane Martin

*« Personnellement, je trouve difficile d'être d'accord avec toutes les argumentations et conclusions de cet éminent scientifique, mais impossible de ne pas entendre sa plaidoirie, respecter sa qualité d'expert et vouloir aller plus loin dans un débat contradictoire. »*

J. M.

Jane Martin est licenciée en Sciences naturelles de l'université de Reading en Angleterre, formatrice d'anglais pour adultes, traductrice, et praticienne en médecine traditionnelle chinoise.

êtres vivants régulent dans leur intérêt le climat et la chimie de la vie ; il envisage la Terre comme un système d'instabilité dynamique où ses couches matérielles (lithosphère, hydrosphère, atmosphère, biosphère) sont interdépendantes et capables de maintenir des états d'homéostasie favorable à la vie. Il a fallu la Déclaration d'Amsterdam en 2001 sur le changement climatique pour que ce regroupement scientifique annonce que : « *la Terre se comporte comme un système unique, auto-régulé et composé d'éléments physiques, chimiques, biologiques et humains. Les actions et rétroactions entre les parties constitutives sont complexes et témoignent d'une variabilité temporelle et spatiale à échelles multiples.* »

## L'extrême urgence de l'état de réchauffement de la terre

James Lovelock insiste que le réchauffement climatique dû à l'effet de serre, dont les causes sont largement connues et reconnues, est le plus alarmant des désordres planétaires. Il fait le tour des problèmes écologiques concernant des pollutions, pertes et excès de toutes sortes et sur lesquels il y a pléthore d'informations et d'opinions ; mais, fort d'une cinquantaine d'années d'expertise pluridisciplinaire, il y apporte certaines précisions référencées et points de vue personnels parfois étonnants.

Devant la gravité du réchauffement de la planète, il relativise certains dangers de la chimie de synthèse et du nucléaire et dédramatise la menace due aux cancers, estimant que le vrai danger est ailleurs et bien plus immédiat. L'air, l'eau et la terre, sont déjà pollués par beaucoup de déchets toxiques dus aux modes de vie de l'homme agricole et industriel. Pourtant, l'urgence concerne les gaz à effet de serre et le réchauffement global. S'il s'agit de sauvegarder un cadre de vie pour l'humanité, il faut sauvegarder la planète et baisser sa "fièvre" maintenant ; nous avons déjà perdu trop de temps. L'auteur est parmi les météorologues qui pensent probable qu'un point de non retour ait été (insensiblement pour l'instant) dépassé ; les hommes auront à limiter les dégâts pour leur propre survie et apprendre à gérer les humeurs de Gaïa, car il faudrait jusqu'à 200 millions d'années pour que Gaïa retrouve un état de fonctionnement climatique équilibré si on se réfère à son histoire tumultueuse. Il explique en détail les différents mécanismes météorologiques en jeu, avec force données du passé (récent et lointain), et explique les raisons de ses prévisions pessimistes.

Pourtant, le danger est envisagé depuis longtemps ; l'auteur se réfère (entre autres) au GIEC (Groupement Intergouvernemental d'experts sur l'Évolution Climatique) créé en 1988 en réponse aux avertissements concernant le recours continu aux combustibles fossiles et qui a entrepris la collecte des données et la modélisation des prévisions climatiques et estime que la température aura augmenté de 5°C à la fin du siècle, la limite fatidique. Ce signal d'alarme, à un moment où il était possible d'avoir un impact sérieux sur le rééquilibrage de l'atmosphère, n'a pas reçu le soutien de l'ensemble de la communauté scientifique, handicapé par le cloisonnement des spécialisations. Une vision globale du problème s'en est trouvée entravée ainsi contribuant à différer des décisions politiques nécessaires et mondiales ; s'y ajoutent l'inertie et/ou l'indifférence des forces du marché opérant dans un

monde qui présume que la Terre est destinée à être exploitée pour le bien de l'humanité et que son cadre de vie actuelle est non négociable.

### Quelques idées reçues sur les combustibles “renouvelables” et “non renouvelables”

L'auteur passe en revue les énergies dites non renouvelables, nous rappelant que c'est juste une question de (beaucoup) de temps pour que le charbon, le gaz et le pétrole se forment à partir des déchets organiques enfermés dans les roches sédimentaires. « *On croit naïvement que les combustibles fossiles ne sont ni naturels ni renouvelables [...] Quand nous les brûlons, nous ne faisons rien de pire que de brûler du bois. Notre péché est quantitatif et non qualitatif ; brûler de grandes quantités de bois et autres biocarburants produits à cette fin, est potentiellement plus destructeur pour le système Terre que de consommer des combustibles fossiles. Au rythme avec lequel notre envahissante civilisation dévore son énergie, combustibles fossiles et biocarburants sont quantitativement non renouvelables [...] Nous sommes trop nombreux sur cette planète.* »

Le gaz naturel (principalement le méthane qui libère moitié moins de dioxyde de carbone à la combustion) a été adopté par certains gouvernements et industries dans le souci de réduire les émissions de carbone et répondre aux objectifs du protocole de Kyoto ; mais le méthane est vingt fois plus actif comme gaz à effet de serre. Des fuites sont constatées tout au long des gazoducs, sans parler des microfuites (étonnement importantes) à l'allumage des cuisinières et des risques graves dues au terrorisme. En plus, une partie s'oxyde en dioxyde de carbone et s'attarde dans l'air ; à l'usage le gaz n'est pas un carburant fossile idéal pour remplacer le pétrole et le charbon dont les méfaits sont mieux connus.

### Le temps – le problème principal face aux technologies plus efficaces ou réparatrices

Il est actuellement possible d'améliorer le rendement énergétique des combustibles fossiles, réduire la déperdition thermique et/ou la récupérer utilement. La technologie actuelle permet d'extraire du dioxyde de carbone des émissions de gaz lors de la combustion et son stockage ne représente pas un problème ni un coût majeurs. Par ailleurs des ingénieurs chimistes ont conçu des centrales pilotes où le charbon est converti en hydrogène. Il y resterait toujours du dioxyde de carbone à stocker ou enfouir, mais ces centrales non conventionnelles semblent être de prometteuses productrices d'électricité pour l'avenir.

Un problème majeur est la séquestration du dioxyde de carbone dont la production mondiale annuelle est 27 millions de tonnes. Sa congélation est une solution envisagée pour le retirer de l'atmosphère ; une montagne de 1 500 m de haut et de 20 km de circonférence en résulterait. « *Il y a cinquante ans, si nous avions mis au point et installé l'équipement permettant de séquestrer le dioxyde de carbone, nous ne serions*

*pas confrontés à des problèmes insurmontables... car malgré notre bonne volonté il faut entre vingt et quarante ans pour qu'une nouvelle technologie se diffuse. Ce fut le cas avec les machines à vapeur, l'électricité, l'aviation, la radio, les ordinateurs. »*

James Lovelock préconise, bien sûr, la réduction de notre consommation de carburants fossiles et de la réduction de nos besoins d'électricité. Pour réduire la chaleur que notre soleil nous envoie, il explique un certain nombre de projets ambitieux, tels le lancement dans l'espace de gigantesques panneaux réfléchissants ou la création d'écrans de micro-bulles qui flotteraient au-dessus des océans. Il faut agir sur tous les plans pour parer au pire.

### Les limites et leurres de certaines positions écologiques

À ce jour nous sommes suffisamment informés, les experts sont enfin d'accord, les gouvernements dûment avertis et pourtant rien de radical ne se passe. L'auteur cherche à accélérer l'action au niveau individuel, mais surtout mondial et pense que certaines positions considérées écologiquement correctes et parfois entérinées par les lois ont retardé des mesures importantes, concernant principalement le nucléaire, la chimie de synthèse et les bio-carburants. Son livre nous brusque autant par les analyses quant à l'immédiateté de la catastrophe que par les propositions de démarches pour infléchir la tendance globale au réchauffement. Pour lui, ces mesures doivent avoir priorité sur toutes les autres actions écologiques car, même si notre confort de vie s'en trouvera sérieusement réduit, ce ne sera rien par rapport aux conditions de survie consécutives aux retombées de l'emballement climatique.

### On prend des alliés pour des ennemis et vice versa

74

L'auteur n'est pas seul à parler et à s'impatienter quant à l'urgence et à l'envergure du désastre à venir, mais il se distingue en tant qu'écologiste par ses critiques souvent décapantes des mouvements écologiques "vus de l'intérieur". Pour ceux qui œuvrent dans le développement durable, il est douloureux de voir remises en cause certaines idées et pratiques qui semblaient acquises comme justes, par exemple, la lutte anti-nucléaire. Il écrit, « *Je suis un Vert et considéré comme tel, mais avant tout un scientifique ; c'est pourquoi je conjure mes amis écologistes de renoncer à leur conviction naïve : le développement durable, les énergies renouvelables et les économies d'énergie ne constituent pas un remède, (même) si ils sont une solution séduisante, mais coûteuse et inefficace [...]. Le danger est tel, que notre civilisation doit recourir à l'énergie nucléaire, sans attendre ou souffrir des maux que la planète accablée ne tardera à nous affliger.* »

... l'énergie nucléaire de fission supplémentée  
de plusieurs sources d'énergie renouvelable

Il examine toutes les possibilités de production d'énergie renouvelables et en estime l'efficacité et les risques présents et futurs : les éoliennes, l'énergie marémotrice

(vagues et courants), l'hydro-électricité, le solaire, la géothermie ; il en recommande l'utilisation selon le contexte et en développant principalement l'énergie nucléaire, plus fiable et moins polluante. Le problème de ces énergies dites naturelles est leur caractère intermittent. Pourtant plusieurs usines marémotrices expérimentales semblent promettre de bonne source d'énergie mais seulement après le délai nécessaire à leur mise en œuvre.

Une grande partie de la peur du nucléaire serait due à son rôle de destruction militaire ; l'auteur souligne l'énormité de la pollution atmosphérique actuelle due aux essais nucléaires militaires partout dans le monde. Également, chaque "bombinette" des ogives nucléaires est 60 fois plus puissante que la bombe atomique d'Hiroshima ; là, il y a un réel problème mais la fission nucléaire, sans être une panacée, devrait être utilisée à grande échelle pour gagner du temps par rapport au réchauffement. James Lovelock examine ces questions en détail et en donne une lecture rassurante.

D'après les données citées, le nombre de décès et d'accidents par exposition à la radioactivité sembleraient plutôt moins alarmant que par la production de certaines autres formes d'énergie (gaz et charbon). Proportionnellement à la quantité d'énergie produite, la rupture d'un barrage pour la production hydro-électrique cause bien plus de dégâts en termes de vies humaines.

Sans nier le danger du nucléaire, cela donne à réfléchir. « *À long terme la fission nucléaire n'est ni la panacée ni la solution mais un remède de moindre mal et d'urgence.* »

### ...l'énergie du soleil est celle de la fusion

La moins polluante énergie de fusion de l'hydrogène donne lieu à des espoirs pour le futur. Il est actuellement (2005 à Culham en Grande-Bretagne) possible d'atteindre, pour quelques minutes, des températures de 150 million°C nécessaires pour amorcer la réaction de deutérium (isotope d'hydrogène, disponible sans limites). C'est le procédé du soleil, et l'hélium inoffensif serait le seul déchet produit. Apparemment, la nouvelle centrale nucléaire à Cadarache serait de ce type-là, mais les détails du procédé ne sont pas donnés.

### ... la chimie au service de la survie humaine

Devant le défi de la survie, James Lovelock défend en partie, non seulement le nucléaire, mais aussi la chimie de synthèse qu'il estime avoir été injustement ou trop blâmée par les écologistes pour trop de problèmes. Il estime, par exemple, que le DDT a été inopinément rayé de la carte de la lutte anti-paludéenne à cause de son utilisation abusive comme pesticide agricole. Il soutient que nous avons trop peur de ces sortes de molécules dont certaines sont, de toute façon, produites par les plantes elles-mêmes en plus grandes quantités encore et ingérées par la race humaine sans effet nocif notable. De surcroît, naturel n'est pas synonyme de non

toxique : nous ingérons avec les aliments « *“sains” [...] une étonnante variété de substances qui rendent malignes les cellules vivantes.* » Il traite avec sarcasme ce qu'il considère les contrevérités de la médecine New Age et les gens qui « titillent leur hypocondrie avec les pratiques inoffensives mais limités des médecines alternatives. »

Il s'insurge contre le mode du “bio” : « *le désir de consommer des aliments biologiques est moins bénin. Pour moi, qui ai été formé à la chimie “organique” (consistant à synthétiser les produits chimiques tant redoutés), tout cela est parfaitement absurde. Certes l'achat d'aliments biologiques permet de lutter contre les excès des agro-industries [...] mais je me demande si les produits, en grande partie importés de pays lointains ne sont pas une autre forme d'agrobusiness.* » Il n'ignore pas la nocivité de certains produits phytosanitaires, mais relativise leur impact et cite Paracelse : « *C'est la dose qui fait le poison* ».

(C'est certain que la consommation de carburants utilisés pour véhiculer cette forme de “bio” ne participe pas à son éthique philosophique que l'auteur ne semble pas reconnaître au sein de ce mouvement profondément écologique. Pour quelqu'un qui est séduit par la qualité vivante de la Terre, c'est étonnant de voir que l'auteur fait impasse sur la particularité vivante de ce qui est produit par les organismes de la biosphère par rapport à la chimie de synthèse. De toute évidence, il n'est pas de l'avis du FAO (Food & Agriculture Organization) qui, récemment, a émis l'opinion, peu diffusée, que la voie la plus prometteuse pour une agriculture durable serait biologique.)

L'auteur va jusqu'à proposer que nous suppléions notre régime habituel par des aliments de synthèse (extrait de certains produits recyclés), afin de consacrer seulement une moitié des terres à la production agricole qui ne saurait nourrir une population de 6 milliards d'hommes et plus ; il estime indispensable que l'autre moitié des terres vive sa vie pour permettre à la Terre d'assurer son travail de régulation. Il estime également que nous devrions nous pencher sur un certain contrôle démographique pour ne pas dépasser les 5 milliards d'hommes qu'il considère une population soutenable.

### ...les ondes qui préoccupent certains et occupent l'esprit des autres

Une autre de ses idées à contre courant écologique est que le téléphone portable représente un des dispositifs les plus “écologiques” de ces derniers temps, car pendant le temps de l'appel les gens ne sont pas en train de gaspiller trop d'énergie par ailleurs !

### ...les bio-carburants aggravent le problème

Quant aux bio-carburants, l'auteur nous rappelle que leur combustion, tout comme celle des énergies fossiles, relâche du dioxyde de carbone dans notre atmosphère et augmente le réchauffement de la planète. Il accepte l'idée d'utiliser les taillis car la quantité est très limitée, mais considère absurde la promotion des cultures (maïs,

colza, bois) à cette fin. Elle est totalement anti-écologique : par l'espace agricole utilisé au détriment de l'alimentation mondiale et par la monoculture ainsi encouragée au détriment de la santé de la Terre, sans parler de la déforestation souvent pratiquée pour rendre disponibles les terres.

## La chlorophylle – clé de voute des systèmes de vie

James Lovelock confirme que les déforestations, quelles qu'en soient les causes et les raisons, sont autant d'occasions de désertification qui abîment le tissu vivant de la terre. La biosphère, en interaction avec les autres "sphères", exerce un contrôle actif et adaptatif qui maintient le milieu terrestre dans les limites propices à la continuation de la vie (composition chimique, acidité, salinité, humidité, température) ; il s'agit d'une co-évolution. Il estime pourtant, que le plus grand régulateur est l'hydrosphère, car ce sont les algues qui ont le plus grand impact sur l'atmosphère et le climat, d'où l'importance des eaux entre 10 et 12°C qui leur sont nécessaires. Moins il y a d'eau chaude à la surface, plus il y a de vie océanique et, par conséquent, plus l'entité planète est résiliente aux perturbations.

Ces deux parcs à chlorophylle (forêts et océans) sont indispensables par leur capacité, soit à séquestrer du dioxyde de carbone, soit à former les brumes et nuages à pouvoir réfléchissant ; morts, leur décomposition libère du méthane dans l'atmosphère. Leur double fonction est d'autant plus importante que les excès de dioxyde de carbone et de méthane nous bouleversent le climat. Au fond, la chlorophylle, qui est une forme d'algue adaptée à vivre en symbiose avec la quasi-totalité de la biosphère végétale, est aussi à l'origine de presque toute l'alimentation des êtres vivants. Avec ces derniers, les micro-organismes du sol et dans nos corps constituent "le prolétariat des bas fonds" dont on s'occupe peu mais qui sont les garants de la vie. Il s'agit, pour l'homme d'apprendre à vivre en symbiose avec la planète.

## L'homéostasie s'opère par boucles de rétroaction négative

Les soubresauts de la Terre telles que tsunamis, cyclones, tempêtes et éruptions volcaniques ont toujours existé, avec leur fonction de rectification de certains états extrêmes de déséquilibre. Leur nombre accru témoigne des perturbations dans les couches sensibles souterraines ou atmosphériques ; leur rythme s'est accéléré suite à nos habitudes irraisonnées de production et de consommation du superflu au détriment de l'essentiel vital pour la population mondiale.

En dehors de ces mouvements souvent cataclysmiques pour la Terre comme pour un organisme, l'homéostasie et donc le maintien de la santé, s'opèrent par rétroaction négative en fonction des contraintes du milieu. Pour notre planète, plusieurs systèmes clés sont en train de basculer d'un système de rétroaction négative vers la 'roue libre' d'une rétroaction positive. Il suffit d'examiner ce qui se passe au niveau de l'océan, de la glace et des forêts ; ce sont des matières agissantes et protectrices qui couvrent la plupart de la superficie de la terre.

## La rétroaction positive touche aux gérants du climat mondial

À mesure que les océans se réchauffent, la surface couverte par une eau pauvre en éléments nutritifs augmente au détriment des algues. La réduction de la vitesse d'absorption du dioxyde de carbone en résulte ainsi que la production de nuages protecteurs qui absorbent la chaleur, et ainsi de suite en cercle vicieux, c'est-à-dire en rétroaction positive.

De la même façon la fonte des glaces a pour effet de les rendre plus sombres et puis, réfléchissant moins de lumière, elles en absorbent d'autant plus et fondent de plus belle. La déstabilisation et la réduction de la superficie des forêts font qu'elles se refroidissent moins bien, souffrent de chaleur et se détériorent, et ainsi de suite.

Il y d'autres systèmes subtils qui participent à la régulation de l'atmosphère et il se trouve que presque tous les systèmes susceptibles d'affecter le climat sont maintenant en rétroaction positive ; le "thermostat" ne marche plus et le réchauffement de la terre est en voie de s'emballer. « *La plupart des climatologues estiment que nous sommes désormais au seuil d'une mutation irréversible : la terre deviendra assez chaude pour provoquer la fonte de la plupart des glaces de la Groënlande et d'une partie de la calotte glaciaire de l'Antarctique occidentale ; la quantité d'eau qui se déversera alors élèvera la mer de 14 mètres et tous les grands centres de population sont situés sous ce niveau potentiel.* » Nous avons vite fait d'en calculer les effets dévastateurs pour l'humanité entière.

## Nous sommes devenus une maladie planétaire

James Lovelock trace la biographie évolutive et la résistance de Gaïa à différentes périodes de son histoire. La modélisation climatique montre qu'il y a 2 milliards d'années presque toute la vie pouvait être éliminée sans perturber le climat planétaire. Maintenant les modèles trouvent leur équilibre lorsque 70% à 80% de sa surface est habitée et nous sommes aussi « *une partie inévitable de la scène naturelle* » mais nous avons atteint « *une densité de population intolérable qui empiète sur la puissance fonctionnelle de Gaïa... Malgré la menace d'extinction, nous poursuivons notre œuvre de destruction et ne semblons nous inquiéter que du risque de cancers (presque insignifiant, voire imaginaire) dus aux téléphones portables, aux lignes à haute tension, aux résidus de pesticides dans les aliments, le tout couronné par la peur du nucléaire. C'est faire d'une mouche un éléphant, et négliger l'essentiel... Nous devons rester vigilants et restreindre la croissance du superflu... Je le répète, le bien-être de Gaïa doit toujours passer avant le nôtre, car nous ne pouvons exister sans elle... La terre s'est pourtant déjà remise de tels accès de fièvre et il n'y a aucune raison de supposer que notre action détruira Gaïa mais c'est notre civilisation qui court le plus grand danger.* »

## Faire preuve de l'instinct de vie, c'est cultiver le sens instinctif de Gaïa

Une dernière plaidoirie concerne l'attitude à adopter et à transmettre à nos enfants. « *La vie peut-être observée, disséquée et analysée, mais c'est un phénomène émergent*

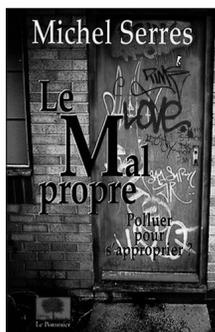
*qui ne sera peut-être jamais expliqué rationnellement. C'est un travail de conscience, une approche sensible appartenant à ce qui s'appelle l'écologie profonde (un mouvement philosophique du norvégien Arnold Naess), une façon d'appréhender l'éblouissante beauté de la Terre et de respecter ses façons de faire, une planète différente des autres par la mouvance de sa vie. Grâce aux voyages dans l'espace, nous en avons des images pour nous aider à changer de paradigme concernant notre relation avec elle, à mieux la comprendre. Pour James Lovelock, qui regarde la Terre avec le pragmatisme d'un scientifique et l'émerveillement d'un être humain, «les concepts humanistes de développement durable, de gestion et d'intendance, propres aux sociétés chrétiennes, sont entâchés d'orgueil. Nous n'avons ni les connaissances ni la capacité pour les mettre en application. Nous ne sommes pas plus qualifiés pour gérer la terre que des chèvres pour jardiner.»*

Passionné et catégorique, James Lovelock n'a aucune complaisance envers les hommes, aussi bien intentionnés soient-ils. « *Comme notre bien-être et notre survie dépend entièrement de Gaïa, les écologistes doivent impérativement revoir les conceptions de l'écologie, et prendre conscience de nos obligations envers la Terre vivante. Elles sont prioritaires, l'humanité vient ensuite.* » Il regarde d'un œil critique la diversité des mouvements écologiques entre les extrêmes du romantisme et de l'écofascisme, mais constate qu'ils « *ont en commun la volonté de défendre l'environnement. Il appelle à une réconciliation qui se passerait en dehors des concepts scientifique, philosophique ou religieuses. [...] Nous devons traduire les idées conscientes en compréhension inconsciente [...] en tant que scientifique je n'ignore pas que la théorie Gaïa est provisoire [...] mais pour l'instant j'y vois la graine à partir de laquelle peut se développer une écologie instinctive, permettant d'évaluer l'état de santé de la planète et de veiller à son équilibre.* » Il appelle à la “consilience” : conciliation et conscience pour réunir les hommes.



Michel Serres  
Le Mal propre  
polluer pour s'approprier ?

Le Pommier/Manifestes, 2008  
112 pages



La thèse soutenue par Michel dans le *Mal propre* étonne en effet : dans les sociétés actuelles, s'approprier des choses, et parfois des êtres, exigerait qu'on les salisse, par des empreintes d'abord « *dures* », physiologiques, excrémentielles, puis par des signes en apparence plus « *doux* », logos, tags, jingles, publicité, argent, pollution industrielle...

Pour protéger leur habitat, certains végétaux « *diffusent alentour de petits jets invisibles d'acide* » ; il en va de même pour certains animaux, tigres, sangliers ou chiens qui circonscrivent leur territoire « *de leur pisse, dure, puante* », et pour presque toutes les bestioles qui marquent de leurs déjections les frontières de leurs aires.

Avant d'être vol, comme disait Proudhon, la propriété privée est donc sacrifice de la propreté – une histoire d'urine, de fumier, de crottes et d'ordures, de sang et de sperme.

C'est à une certaine évocation des « *fondements vécus du droit de propriété* » que se livre Michel Serres dans le *Mal propre*.

Les agriculteurs se réjouiront en apprenant que leur carré de terre labourable, la pièce de vigne ou de luzerne – le *pagus* des anciens Latins, d'où viennent pays et paysan – leur appartenait en propre « *en raison de la présence des cadavres des ancêtres, enterrés là* », et fructifiaient bien davantage si éjections liquides et solides de leurs bêtes, détritrus végétaux, ordures en putréfaction, « *partie de leur urine et leurs fèces* », étaient déposés dessus.

fiche rédigée par  
André Bollard

« *Voici un ouvrage dont le titre, bien dans le style de Michel Serres, ne manquera pas d'interpeller... Quant au contenu il étonne, détone, désarçonne...* »  
A. B.

André Bollard est professeur - formateur en économie, gestion et droit notarial.

Ajoutez que ce sol contenant le charnier familial est ce qu'il ne faut pas toucher, ce qu'il est interdit de profaner – ce qui est donc sacré, et que l'on demande à des puissances surnaturelles de protéger – et vous aurez, en même temps que la source de l'agriculture, celle de la religion. Le droit positif résulte d'une lente métamorphose du droit naturel – le bien nommé – laquelle, de pratiques corporelles, organiques, fait passer à des conventions plus ou moins rationnelles, où le sang, les cendres, l'urine, le sperme, sont remplacés par la signature, la griffe, le contrat, les armoiries, le blason, le code, l'affiche, la marque commerciale...

Qu'on passe à présent du *pagus* au pays, à la nation, à la terre entière, des « *déjections corporelles, subjectives ou humaines* » à des « *ordures plus objectives* », champs d'épandage, décharges publiques, rejets industriels, déchets chimiques, « *déchets de tableaux* » (images), « *déchets d'écriture* » (logos), « *déchets de vue* » (publicités), « *résidus de musique* » (annonces) : et on aura idée de ce à quoi aboutit l'hyperbole que dessine Michel Serres.

**Polluer n'est pas salir ni « *chier sur la beauté du monde* », mais, du monde entier, se rendre maître et possesseur...**



ACHEVÉ D'IMPRIMER  
LE 21 JUIN 2008  
AU SOLSTICE D'ÉTÉ  
SUR LES PRESSES  
DE L'IMPRIMERIE CAYOL  
À DIE DANS LA DRÔME





Dans ce nouveau numéro de Chemin de Traverse, nous avons souhaité céder la plume à des acteurs de l'éducation non formelle. Leurs expériences sont diverses, leurs analyses et témoignages éclaireront ceux qui s'engagent dans et hors l'école sur les pistes à suivre ou les écueils à éviter. Nous pourront ainsi apprendre à travailler ensemble et en complémentarité pour une école de la citoyenneté qui soit une école de la Vie.

*revue publiée avec le soutien financier de*

**Rhône**Alpes Région



12,50 €

ISBN : 978-2-9527223-2-2